

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 573

17 mars 2009

### SOMMAIRE

ACMBernstein - India Growth Fund .....	27470	Immobilière Waehnert S.à.r.l. ....	27502
Adastra S.A. ....	27504	Immo Debt S.A. ....	27464
Aika S.à r.l. ....	27499	Innotecnis Europe S.A. ....	27459
Ain Finanzholding S.A. ....	27500	Insinger de Beaufort Holdings ....	27466
Alceda Fund Management S.A. ....	27499	Investissements Méditerranée S.A. ....	27464
Alceda Fund Management S.A. ....	27500	Kim International S.A. ....	27465
Alceda Fund Management S.A. ....	27500	Les Bierts ....	27467
Apollo Ventures S.A. ....	27501	M.E. Maintenance & Parts S.A. ....	27504
Arca Estate ....	27501	Monticello Properties ....	27469
Arta Grafica Luxe ....	27459	Partners Group Secondary 2008 S.C.A., SI- CAR ....	27481
Avas S.A. ....	27498	Puilaetco Dewaay Fund (L) ....	27470
Baumert,s.à r.l. ....	27503	Puilaetco Quality Fund ....	27470
Bero S.A. ....	27468	Radman Holding S.A. ....	27503
Brasserie-Pizzeria MATARRESE s.à r.l. ..	27503	Reale S.A. ....	27468
Breitfeld Teilhabergesellschaft AG .....	27461	Sicea Holding S.A. ....	27467
BW-Trading International S.à r.l. ....	27498	Sienna S.A. ....	27462
Cetiri Holding S.A. ....	27465	Simauchan Development S.A.H. ....	27458
Cinveste Luxembourg S.à r.l. ....	27501	Socipar S.A. ....	27459
Compagnie Financière d'Echternach S.A. .....	27469	Sodipro ....	27504
C.R.G. S.A. ....	27458	Solupro S.A. ....	27463
DH Salisbury S.à r.l. ....	27502	Soxipa Holding S.A. ....	27467
easycash S.à r.l. ....	27502	Submarine Wells Investment Holdings S.A. ....	27465
Europ Investigations S.A. ....	27460	Trend S.A. ....	27504
Gevapan Invest Spf S.A. ....	27463	UBS Luxembourg Diversified Sicav ....	27468
Global Advantage Funds ....	27466	Uniholding S.A. ....	27464
Habri S.A. ....	27463	Why Not S.A. ....	27460
Halley S.A. ....	27480	W.P. Stewart Holdings Fund ....	27461
Handelsbanken Funds ....	27458	Zubaran Holding S.A. ....	27460
IBERCAR GmbH ....	27498		

**Simauchan Development S.A.H., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 45.961.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui se tiendra le mardi 14 avril 2009 à 15.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009009851/755/19.

**C.R.G. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8313 Capellen, 1A, rue Basse.  
R.C.S. Luxembourg B 58.493.

ASSEMBLEE ORDINAIRE  
au siège social le 7 avril 2009 à 18.00 heures.

*Ordre du jour:*

- Rapport du C.A.
- Approbation comptes annuels.
- Affectation résultats.
- Décharge administrateurs.
- Nominations.
- Divers.

Référence de publication: 2009016974/965/15.

**Handelsbanken Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.  
R.C.S. Luxembourg B 22.175.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

of Handelsbanken Funds, which is going to be held on April 3, 2009 at 2.45 p.m. at the Head Office, Le Dôme, 15 rue Bender, L-1229 Luxembourg, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Auditors.
2. Approval of the Balance Sheet and the Profit and Loss account as at December 31st, 2008.
3. Discharge to be granted to the Directors for the financial year ended December 31, 2008.
4. Allocation of results.
5. Election of the Directors and Auditors for the ensuing year.
6. Any other business

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares represented at the Meeting and voting. Each share is entitled to one vote.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2009030076/33/20.

**Innotecnis Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2715 Luxembourg, 2, rue Walram.

R.C.S. Luxembourg B 46.447.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au 2, rue Walram, L-2715 Luxembourg, le mercredi, 15 avril 2009 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation du rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes concernant les comptes annuels au 31.12.2008.
2. Approbation du Bilan et du Compte de Pertes et Profits au 31 décembre 2008 et décision sur l'affectation du résultat.
3. Décharge à donner au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009025685/1925/18.

---

**Socipar S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 5.781.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET STATUTAIRE**

qui se tiendra au 40, Rangwee à Luxembourg le jeudi 2 avril 2009 à 17.00 heures.

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Présentation, examen et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 2008; affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir se conformer aux statuts.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009026362/2051/18.

---

**Arta Grafica Luxe, Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 58.509.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 6 avril 2009 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2008;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2008;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009031268/10/18.

---

**Europ Investigations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.  
R.C.S. Luxembourg B 115.014.

Les actionnaires de la société sont convoqués à une

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

de la société qui aura lieu le 2 avril 2009 à 15.00 heures au siège de la société à L-2314 Luxembourg, 2A, place Paris, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Décision sur la décharge à l'administrateur démissionnaire, Monsieur Olivier Desmousseaux;
2. Révocation de l'administratrice, Madame Brigitte Folny; décision sur sa décharge;
3. Révocation du commissaire aux comptes Monsieur Pascal Bonnet; décision sur sa décharge;
4. Décision sur la décharge à l'administrateur Monsieur Eric Quenet;
5. Nomination de deux nouveaux administrateurs en remplacement des administrateurs respectivement démissionnaire et révoqué; durée de leur mandat;
6. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes; durée de son mandat;
7. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2009033351/268/20.

---

**Why Not S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 75.796.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 24 avril 2009 à 15.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Lecture du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009033538/755/19.

---

**Zubaran Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 60.501.

Les actionnaires sont convoqués à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 6 avril 2009 à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

6. Décharge à l'administrateur démissionnaire, M. Sinan SAR, pour l'exercice de son mandat.
7. Ratification de la cooptation de M. Sébastien ANDRE comme administrateur décidée par les administrateurs restants en date du 23 décembre 2008 et nomination de M. Sébastien ANDRE comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
8. Reconduction de M. Gérard BIRCHEN dans ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
9. Reconduction de M. Jacques CLAEYS dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
10. Reconduction de M. Sébastien ANDRE dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
11. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
12. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2009033546/29/31.

---

**Breitfeld Teilhabergesellschaft AG, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 23.724.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme BREITFELD TEILHABERGESELLSCHAFT A.G. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 1<sup>er</sup> avril 2009 à 16.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009033540/750/16.

---

**W.P. Stewart Holdings Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 117.524.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of W.P. Stewart Holdings Fund (the "Company"), to be held pursuant to Luxembourg law and the Company's Prospectus on the 25th day of March, is postponed and shall take place on 2 April 2009 at 3.00 PM (local time) at the offices of Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A., 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg for the following purposes:

*Agenda:*

1. To approve the annual report comprising the audited accounts of the Company for the period ended 31 December 2008 and to approve the auditors' report thereon;
2. To allocate the result of the fiscal year ended 31 December 2008. The Board of Directors proposes to the Meeting to appropriate the result of the fiscal year ended 31 December 2008 for reinvestment in the Company;
3. To discharge the Directors with respect to the performance of their duties during the period ended 31 December 2008;
4. To elect Mr Antonius A.M. Wijsman as Director, replacing Mr J.C. Russell, for a term to expire at the close of the Annual General Meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts as at 31 December 2011;
5. To appoint Ernst & Young S.A. as independent auditors of the Company for the forthcoming fiscal year;
6. To transact such other business as may properly come before the meeting.

*Voting:*

Resolutions on the agenda of the Annual General Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the shareholders present or represented at the Meeting.

*Voting Arrangements:*

Holders of shares that are not registered in the Company's shareholders register who want to attend the Meeting are required to deposit a written declaration at the registered office of the Company no later than 27 March 2009. This written declaration needs to be issued by their bank or allied institution of Euroclear Nederland where the shares of the Company are held in custody, stating the name of the shareholder and the number of shares held in his/her name, and shall serve as ticket of admission to the Meeting. Once such declaration is issued, those shares will be blocked for further trading until after the Meeting.

Shareholders who will not be able to attend the Meeting to vote in person may be represented by power of attorney, the form of which is available at the registered offices of the Company and the Principal Distributor.

Copies of the 2008 annual report of the Company are available (free of charge) at the registered offices of the Company, the Fund Agent, and the Principal Distributor.

Principal Distributor

W.P. Stewart Asset Management (Europe) N.V.

WTC Amsterdam Airport

Schipholboulevard 127

1118 BG Luchthaven Schiphol, The Netherlands

Tel: +31 20 201 4985 / Fax: +31 20 201 4988

Email: info@wpstewart.nl

Fund Agent

Theodoor Gilissen Bankiers N.V.

Keizersgracht 617

1017 DS Amsterdam

The Netherlands

Tel: +31 20 527 6735 / Fax: +31 20 527 6550

Email: corptgb@gilissen.nl

Registered Office

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

c/o Corporate and Legal Administration

BP 403

L-2014 Luxembourg

Tel: +352 474 066 226

Fax: +352 474 066 503

Luxembourg, 16 March 2009.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2009033555/755/59.

**Sienna S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 45.322.

La première Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le jeudi 26 février 2009 à 10.00 heures n'ayant pu délibérer sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 3 avril 2009 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister au être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009024560/755/17.

**Solupro S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 6.671.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, extraordinairement le 6 avril 2009 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2008,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2009033542/833/18.

---

**Gevapan Invest Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 22.653.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra le 08/04/2009 à 11.00 heures au siège avec pour

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31/12/2008
3. Affectation des résultats au 31/12/2008
4. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2009033543/18.

---

**Habri S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 70.644.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 8 avril 2009 à 11.30 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009033548/755/18.

---

**Investissements Méditerranée S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 116.466.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui se tiendra le jeudi 09 avril 2009 à 10.30 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009033550/755/19.

---

**Uniholding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 31.745.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui se tiendra le mercredi 8 avril 2009 à 15.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009033553/755/18.

---

**Immo Debt S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.  
R.C.S. Luxembourg B 44.938.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à  
l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE  
qui aura lieu le 25 mars 2009 à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009024299/696/16.

---



**Kim International S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 15.489.

Die Herren Aktieninhaber werden hierdurch eingeladen der  
ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG,  
die am 25. März 2009 um 11.00 am Gesellschaftssitz stattfindet, beizuwohnen.

*Tagesordnung:*

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars 31. Dezember 2008.
2. Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 2008, sowie Zuteilung des Resultats.
3. Entlastung an den Verwaltungsrat und den Kommissar per 31. Dezember 2008.
4. Beschluss zur Weiterführung der Aktivität der Gesellschaft in Bezug auf den Artikel 100 der Gesetzgebung über die Handelsgesellschaften.
5. Verschiedenes.

DER VERWALTUNGSRAT.

Référence de publication: 2009029662/1023/17.

**Cetiri Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.  
R.C.S. Luxembourg B 45.148.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu au siège social de la société exceptionnellement le 31 mars 2009 à 14h00 avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Constatation et approbation du report de la date de l'Assemblée Générale Statutaire ayant pour objet d'approuver les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 décembre 2007.
- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Commissaire relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2007.
- Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2007 et du compte de profits et pertes y relatif; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2007.
- Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009024379/565/20.

**Submarine Wells Investment Holdings S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.  
R.C.S. Luxembourg B 102.250.

All Shareholders and Bondholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which is going to be extraordinarily held on 26 March 2009 at 11am at the registered office in Luxembourg, with the following agenda:

*Agenda:*

1. discharge to the Directors relating to the date of the annual shareholder's meeting;
2. reports of the Board of Directors and the Statutory Auditor;
3. presentation and approval of the annual accounts as at 31 Décembre 2008, allocation of results;
4. decision to be taken with respect to Art. 100 of the modified law of 10 August 1915;
5. discharge to the Directors and the Statutory Auditor;
6. miscellaneous.

THE BOARD OF DIRECTORS

Référence de publication: 2009026365/1017/18.

**Global Advantage Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 42.433.

We are pleased to invite you to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of shareholders, which will be held on *March 27, 2009* at 11.00 a.m. at the offices of State Street Bank Luxembourg S.A., 49 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the Chairman's Statement and of the report of the Independent Auditor.
2. Approval of the balance sheet and the profit and loss account as of December 31, 2008 and allocation of results.
3. Discharge to be granted to the Directors with respect to the performance of their duties during the financial year ended December 31, 2008.
4. Statutory elections.
5. Any others business which may be properly brought before the meeting.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required, and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

A proxy form may be obtained at the registered office's address and has to be returned by fax no later than 48 hours before the meeting to the attention of Mrs Candice Mayembo at the fax number +352 46 40 10 413 and by mail to the registered office's address.

*By order of the Board of Directors.*

Référence de publication: 2009028368/755/24.

**Insinger de Beaufort Holdings, Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 49.429.

Notice is hereby given that an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of the Company will be held at 58, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg on *27 March 2009* at 12.00 h for the purpose of considering and, if thought fit, passing the following resolutions which will be proposed:

*Resolution:*

1. To approve the Transaction as set out in the Circular to Ordinary Shareholders dated 5 March 2009;
2. To accept the resignation by Bas Kardol as per 27 March 2009 from the Board and to discharge and release from liability Bas Kardol for his management of the Company until the date of resignation;
3. To appoint John Jaakke as a non executive member of the Board as from 27 March 2009 for a term which will expire after the annual general meeting of shareholders of the Company that will approve the annual accounts of the Company for the financial year 2013;
4. To authorize the Directors to enter into and carry out all actions necessary or desirable to implement and give effect to all matters described in the Circular to Ordinary Shareholders dated 5 March 2009;

Dated 5 March 2009.

*The Board of Directors.*

**Notes**

(1) Shareholders registered as such on 20 March 2009 after closing of the books are entitled to attend and cast votes at the EGM, regardless of whether they are shareholders at the time of the EGM.

(2) Ordinary Shares can be held in two ways:

- a) as registered shares (the shareholders are included in the Company's shareholders' register);
- b) in an account with an account holder of Euroclear or Clearstream. These shares are included in the Company's shareholders' register in the name of Euroclear or Clearstream.

Under the articles of association of the Company, only shareholders included in the shareholders' register of the Company are permitted to attend and vote at the EGM. They may alternatively be represented by a proxy in writing.

(3) Shareholders holding their shares through Euroclear or Clearstream who wish to attend the EGM, or want Euroclear or Clearstream to vote on their behalf should contact their custodian bank to establish the correct procedure to attend and vote at the above meeting or appoint a proxy.

(4) A form of Proxy is available at the website of the Company ([www.insinger.com](http://www.insinger.com)). The form of Proxy, to be valid, must be received at the registered office of the Company before 17.00 p.m. (CET) on 25 March 2009.

(5) The Proxy is specially authorised to vote in favor of the items on the above agenda.

Référence de publication: 2009028837/250/36.

---

**Soxipa Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 45.714.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 25 mars 2009 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2008.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009029660/1023/16.

---

**Les Bierts, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 51.336.

---

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mars 2009 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2008,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009029665/833/19.

---

**Sicea Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 28.915.

---

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 26 mars 2009 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,

4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants,
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission,
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009029799/795/18.

---

**Bero S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 60.413.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mars 2009 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2008,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009029667/833/18.

---

**Reale S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 53.651.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

which will be held on *March 26, 2009* at 3.30 p.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor,
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2008,
3. Ratification of the co-option of a Director,
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor,
5. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2009029800/795/16.

---

**UBS Luxembourg Diversified Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 83.346.

Shareholders are kindly convened to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders will be held which will be held at 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, on 25 March, 2009 at 11.00 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Report of the Board of Directors and the Independent Auditor;
2. Approval of the financial statements as of November 30, 2008;
3. Decision on allocation of net profits;

4. Discharge of the Directors and of the Auditor in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended November 30, 2008;
5. Appointment of the Members of the Board of Directors;
6. Appointment of the Independent Auditor;
7. Miscellaneous.

*Voting*

Resolutions on the Agenda may be passed without quorum, by a simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

*Notes*

Holders of bearer shares may vote at the Meeting:

- in person by producing at the Meeting a blocking certificate issued by the Custodian Bank, UBS (Luxembourg) S.A., which will be issued to them against blocking of their shares, at the latest on March 19, 2009.
- by proxy by completing the proxy form which will be made available to them against blocking of their shares as aforesaid. The proxies must be sent together with the blocking certificate to and have to be in possession of UBS LUXEMBOURG DIVERSIFIED SICAV c/o UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. at the latest on March 19, 2009.

Shares so blocked will be retained until the day after the Meeting or any adjournment thereof has been concluded.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2009029812/755/31.

---

**Monticello Properties, Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 50.220.

---

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 26 mars 2009 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Nominations Statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009029802/795/16.

---

**Compagnie Financière d'Echternach S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 14.187.

---

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme COMPAGNIE FINANCIERE D'ECHTERNACH S.A. sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mardi, 24 mars 2009 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd du Prince Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009030167/750/17.

---

**ACMBernstein - India Growth Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 18, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 45.529.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ACMBernstein - India Growth Fund will be held at 2.30 PM (local time) on Wednesday, *March 25, 2009* at the offices of AllianceBernstein (Luxembourg) S.A., 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg for the following purposes:

*Agenda:*

1. To approve the auditors' report and audited financial statements for the fiscal year ended September 30, 2008.
2. To approve the annual report of the Fund for the fiscal year ended September 30, 2008.
3. To grant discharge to the Directors with respect to the performance of their duties during the fiscal year ended September 30, 2008.
4. To elect the following persons as Directors, each to hold office until the next Annual General Meeting of Shareholders and until his or her successor is duly elected and qualified:
  - Steven Barr
  - Donna Samuels
  - Nicolas Berard
  - Yves Prussen
5. To appoint Ernst & Young, Luxembourg, as independent auditors of the Fund for the forthcoming fiscal year.
6. To transact such other business as may properly come before the Meeting.

Only shareholders of record at the close of business on Friday, March 20, 2009 are entitled to notice of, and to vote at, the 2009 Annual General Meeting of Shareholders and at any adjournments thereof.

*By Order of the Board of Directors.*

Référence de publication: 2009029809/755/26.

**Puilaetco Dewaay Fund (L), Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. Puilaetco Quality Fund).**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 35.288.

L'an deux mille neuf, le dix février.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable PUILAETCO QUALITY FUND, avec siège social à 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, dûment enregistrée au Registre de Commerce sous le numéro B 35.288, constituée suivant acte notarié de Maître Reginald NEUMAN, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 19 novembre 1990, , publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C daté du 3 janvier 1991, numéro 3, modifié en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 26 juin 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1695 du 11 septembre 2006.

L'Assemblée est ouverte à 15.00 heures, Madame Annick Braquet, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, est élue présidente de l'Assemblée.

Madame Arlette Siebenaler, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, est nommée scrutatrice.

La Présidente et la scrutatrice s'entendent pour que Madame Solange Wolter, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg soit nommée comme secrétaire.

La présidente expose et prie alors le notaire instrumentant d'acter comme suit:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par des annonces parues au D'Wort, au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations et au Tageblatt en date des 10 janvier et 26 janvier 2009 ainsi que dans L'Echo en date des 10 janvier et 27 janvier 2009, et par lettre aux actionnaires nominatifs en date du 26 janvier 2009.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste a été dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, et elle restera, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumises en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

### Ordre du jour

1. Refonte complète des statuts.
2. L'adoption de la version coordonnée des statuts suite aux modifications intervenues.

IV.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que sur les 845.869 actions en circulation, 129.222 actions sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

Le président informe également l'assemblée qu'une première assemblée générale extraordinaire a déjà été convoquée avec le même ordre du jour le 6 janvier 2009 et que le quorum nécessaire pour voter l'ordre du jour n'était pas atteint.

Cette assemblée peut donc valablement délibérer sur l'ordre du jour quelque soit le nombre d'actions présentes ou représentées conformément aux dispositions de l'article 67-1 de la loi sur les sociétés commerciales.

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de procéder à la refonte complète des statuts et notamment de modifier la dénomination sociale en Puilaetco Dewaay Fund (L).

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'adopter la version coordonnée des statuts comme suit:

" **Art. 1<sup>er</sup>**. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination "Puilaetco Dewaay Fund (L)" (ci-après dénommée "la Société").

**Art. 2.** La Société est établie pour une période illimitée à partir de sa constitution. Elle peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des présents statuts, tel que prévu par l'article 28 ci-dessous.

**Art. 3.** L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières ainsi qu'en d'autres valeurs autorisées par la Partie I de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (ci-après dénommée "la Loi") dans le cadre de la politique et des restrictions d'investissement déterminées par le Conseil d'Administration dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la Loi.

**Art. 4.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 5.** Le capital de la Société est représenté par des actions sans mention de valeur nominale et sera à tout moment égal à l'actif net total de la Société tel que défini par l'article 23 des présents statuts.

Le capital minimum de la Société est de EUR 1.250.000,-.

Le Conseil d'Administration est autorisé à tout moment à émettre des actions entièrement libérées conformément à l'article 24 des présents statuts, à un prix égal à la valeur nette ou aux valeurs nettes respectives par action déterminées conformément à l'article 23 des présents statuts, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription. Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur ou directeur de la Société ou à toute autre personne la charge d'accepter les souscriptions à ces actions.

Ces actions peuvent, au choix du Conseil d'Administration, appartenir à des compartiments distincts. Les produits de l'émission des actions de chaque compartiment seront investis, conformément à l'article 3 des présents statuts, dans des valeurs mobilières ou autres avoirs correspondront à des zones géographiques, des secteurs industriels, des zones monétaires ou à un type spécifique de valeurs mobilières à déterminer par le Conseil d'Administration pour chacun des compartiments.

Par dérogation à l'article 2093 du Code civil et conformément à l'article 133 de la loi du 20 décembre 2002, les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Dans les relations entre actionnaires entre eux, chaque compartiment est traité comme une entité à part. Vis-à-vis des tiers, et en particuliers des créanciers de la SICAV, chaque compartiment est uniquement tenu des dettes qui lui sont attribuables.

A l'intérieur de chaque compartiment, le Conseil d'Administration est habilité à créer différentes catégories / sous-catégories qui peuvent être caractérisées par leur politique de distribution (actions de distribution, actions de capitalisation), leur devise de référence, leur niveau de commissions ou par toute autre caractéristique à être déterminée par le Conseil d'Administration.

Les dispositions des statuts qui s'appliquent aux compartiments, s'appliqueront le cas échéant également aux catégories / sous-catégories d'actions.

Le Conseil d'Administration pourra en outre décider du 'split' ainsi que du 'reverse split' d'actions de compartiments ou de catégorie / sous-catégorie d'actions de la Société.

**Art. 6.** Les actions sont émises sous forme nominative ou au porteur. Si un propriétaire d'actions au porteur demande l'échange de ses certificats contre des certificats de forme différente, ou leur conversion en actions nominatives, le coût d'un tel échange lui sera mis à charge. Le coût de l'échange d'actions nominatives en actions au porteur sera également mis à charge du propriétaire d'actions nominatives.

Toute action nominative pourra être émise sous forme fractionnée. Ces fractions d'actions représenteront une part de l'actif net et donneront droit, proportionnellement, au dividende que la Société pourrait distribuer ainsi qu'au produit de la liquidation de celle-ci. Les fractions d'actions ne sont pas assorties du droit de vote.

Pour les actionnaires ayant demandé une inscription nominative dans le registre tenu à cet effet par l'agent enregistreur, aucun certificat représentatif de leurs actions ne sera émis sauf à la demande expresse de leur part. A la place l'agent enregistreur émettra une confirmation d'inscription dans le registre. Si un titulaire d'actions nominatives désire que plus d'un certificat soit émis pour ses actions, le coût des certificats additionnels pourra être mis à charge de cet actionnaire. Les certificats seront signés par deux administrateurs.

Les deux signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe. Toutefois, l'une des signatures pourra être apposée par une personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration; en ce cas, elle doit être manuscrite. La Société pourra émettre des certificats provisoires dans des formes qui seront déterminées par le Conseil d'Administration.

Les actions ne seront émises que sur acceptation de la souscription. Dès paiement du prix conformément à l'article 24 des présents statuts, des certificats d'actions définitifs seront remis sans délai aux souscripteurs.

Le paiement de dividendes se fera, pour les actions nominatives, à l'adresse portée au registre des actionnaires, et pour les actions au porteur sur présentation du coupon à l'agent ou aux agents désignés à cet effet par la Société.

Toutes les actions autres que celles au porteur émises par la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, tel qu'il l'a indiqué à la Société, le nombre et le compartiment qu'il détient et le montant payé sur chacune de ces actions. Tout transfert d'une action nominative sera inscrit au registre des actionnaires, pareille inscription devant être signée par un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoir de la Société, ou par une ou plusieurs autres personnes désignées à cet effet par le Conseil d'Administration.

Le transfert d'actions au porteur se fera par la délivrance du titre. Le transfert d'actions nominatives se fera (a) si des certificats ont été émis, par l'inscription par la Société du transfert à effectuer, à la suite de la remise à la Société des certificats représentant ces actions, ensemble avec tous autres documents de transfert exigés par la Société, et (b) s'il n'a pas été émis de certificats, par une déclaration de transfert écrite portée au registre des actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires.

Tout actionnaire désirant obtenir des certificats d'actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite également sur le registre des actions.

Au cas où un tel actionnaire ne fournirait pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des actions, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être celle du siège social de la Société ou telle autre adresse qui sera fixée par la Société, ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie par l'actionnaire. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre des actions par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse qui pourra être fixée par la Société.

**Art. 7.** Lorsqu'un actionnaire peut justifier à la Société que son certificat d'actions a été égaré, endommagé ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande aux conditions prévues par la loi et à celles que la Société déterminera, sans préjudice de toute forme de garantie que la Société pourra choisir. Dès l'émission du nouveau certificat, sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original n'aura plus aucune valeur.

La Société peut, à son gré, mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata ou d'un nouveau certificat et de toutes les dépenses justifiées encourues par la Société en relation avec cette émission et inscription au registre ou avec la destruction de l'ancien certificat.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, l'adresse du premier nommé seulement sera insérée et toutes communications seront envoyées seulement à cette adresse.



**Art. 8.** Le Conseil d'Administration pourra édicter des restrictions qu'il juge utiles, en vue de s'assurer qu'aucune action de la Société ne sera acquise ou détenue par (a) une personne en infraction avec les lois ou les exigences d'un pays ou autorité gouvernementale ou (b) toute personne dont la situation, à l'avis du Conseil d'Administration, pourrait amener la Société à encourir des charges d'impôt ou d'autres désavantages qu'autrement elle n'aurait pas encourus.

Plus spécifiquement, la Société pourra limiter ou interdire la détention d'actions de la Société par toute personne physique ou morale, et sans limitation aucune, par des "ressortissants des États-Unis d'Amérique", tel que défini ci-après. À ces fins, la Société pourra:

a) refuser l'émission de toute action et l'enregistrement de tout transfert d'action lorsqu'il apparaît que cette émission ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété effective de cette action à une personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société;

b) à tout moment, exiger de toute personne dont le nom figure au Registre des actionnaires ou de toute personne cherchant à enregistrer le transfert d'actions au Registre des actionnaires, de lui fournir tout renseignement, étayé par une déclaration sous serment, qu'elle pourrait estimer nécessaire en vue de déterminer si la propriété effective de ces actions revient éventuellement à une personne qui n'est pas autorisée à détenir des actions de la Société; et

c) procéder au rachat forcé de toutes les actions détenues par un actionnaire tel que défini ci-avant, s'il apparaît que cette personne déchu du droit d'être actionnaire de la Société, est, soit seule, soit avec d'autres personnes, le propriétaire effectif des actions. Dans ce cas, la procédure suivante sera d'application:

1) La Société enverra un avis (dénommé ci-après "l'avis de rachat") à l'actionnaire possédant les titres ou figurant au Registre des actionnaires comme étant le propriétaire des actions à racheter, lequel avis spécifiera les actions à racheter tel que précisé ci-dessus, le prix à payer pour ces actions et l'endroit où le Prix de rachat relatif aux actions sera réglé. Un tel avis pourra être envoyé à cet actionnaire par lettre recommandée dûment affranchie, expédiée à sa dernière adresse connue ou à celle figurant dans les registres de la Société.

Dès la fermeture des bureaux le jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être actionnaire, et les actions qu'il détenait précédemment seront annulées;

2) Le prix auquel les actions spécifiées dans tout avis de rachat seront rachetées (dénommé ci-après "le Prix de rachat") sera un montant égal à la Valeur nette d'inventaire des actions du Compartiment en question de la Société, calculé conformément à l'article 22 des présents Statuts;

3) Le paiement du Prix de rachat sera effectué dans la devise de référence du compartiment concerné; le montant correspondant sera déposé par la Société auprès d'une banque (en fonction des précisions figurant dans l'avis de rachat) en vue de procéder au paiement de ce bénéficiaire. Dès le dépôt du prix de rachat dans les conditions précitées, aucune personne ayant un intérêt dans les actions mentionnées dans cet avis de rachat ne pourra plus faire valoir de droit relativement à ces actions ni à l'une d'entre elles, ni ne pourra exercer aucun recours contre la Société ou ses actifs, à l'exception du droit de l'actionnaire s'avérant être le propriétaire des actions de recevoir de la banque le montant susdit ainsi déposé (sans intérêts).

4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés par le présent article ne pourra en aucun cas être remis en question ni invalidé au motif qu'il n'y aurait pas eu de preuve suffisante de la propriété des Actions dans le chef d'une personne, ou qu'une Action appartiendrait à une personne autre que ne le pensait la Société à la date de l'envoi de tout avis de rachat, à la seule condition dans ce cas que la Société ait exercé lesdits pouvoirs de bonne foi; et

d) refuser, lors de toute assemblée des actionnaires de la Société, le droit de vote à toute personne n'étant pas autorisée à être actionnaire de la Société.

Lorsqu'elle est utilisée dans les présents Statuts, l'expression "ressortissant des États-Unis d'Amérique" désignera tout citoyen ou résident des États-Unis d'Amérique, tout partenariat ou société créé(e) ou existant(e) dans tout État, territoire ou possession des États-Unis d'Amérique.

**Art. 9.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Les résolutions prises à une telle assemblée s'imposeront à tous les actionnaires de la Société, indépendamment du compartiment qu'il détient. Elle a les pouvoirs les plus larges pour passer, faire passer ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Dans le cas cependant où les décisions à prendre concernent uniquement les droits particuliers des actionnaires d'un compartiment, celles-ci devront être prises par une assemblée représentant les actionnaires du compartiment concerné.

**Art. 10.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le second lundi du mois de mai à 15H00. Si ce jour est un jour férié légal ou bancaire, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation

**Art. 11.** Les avis de convocation et la tenue des assemblées des actionnaires de la Société sont régis par les dispositions légales en la matière.

Toute action entière, quel que soit le compartiment auquel elle appartient, et quel que soit la valeur nette par action dans ce compartiment, donne droit à une voix, sauf dispositions contraires dans les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit ou par tout autre moyen de télécommunication écrite, une autre personne comme son mandataire.

Sauf disposition contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions représentées à l'assemblée, pour lesquels l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a rendu un vote blanc ou nul.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toute autre condition à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale.

**Art. 12.** Les actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé au moins huit jours avant l'assemblée à tout actionnaire à son adresse portée au registre des actionnaires.

S'il existe des actions au porteur, l'avis sera encore publié au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations de Luxembourg, dans un journal luxembourgeois, et dans tels autres journaux que le Conseil d'Administration décidera.

**Art. 13.** La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins; les membres du Conseil d'Administration n'auront pas besoin d'être des actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle pour une période d'un an se terminant à la prochaine assemblée annuelle et lorsque leurs successeurs ont été élus; toutefois, un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur deviendrait vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

**Art. 14.** Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président et pourra choisir un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra désigner également un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur, et qui dressera les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que des assemblées des actionnaires. Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président désigné présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration. En son absence, l'assemblée générale ou le Conseil d'Administration désigneront à la majorité des actionnaires ou administrateurs présents un autre administrateur pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions.

Des réunions du Conseil peuvent également être tenues par téléphone ou par télé- ou vidéoconférence.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télécopie ou par courrier électronique de chaque administrateur.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit, par télécopie ou par courrier électronique un autre administrateur comme son mandataire. Les administrateurs peuvent également voter par écrit, par télécopie ou par courrier électronique.

Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du Conseil d'Administration régulièrement convoquées. Les administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être spécifiquement autorisés par une résolution du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins deux administrateurs sont présents ou représentés à une réunion.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y aurait égalité des voix pour et contre une décision, le président de la réunion aura une voix prépondérante.

Les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par résolutions circulaires.

Le Conseil d'Administration, s'il y a lieu, nommera les directeurs et fondés de pouvoir de la Société, dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le Conseil d'Administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les statuts n'en décident pas autrement, les directeurs et fondés de pouvoir auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et à l'exécution d'opérations en vue de l'accomplissement de son objet et de la poursuite de l'orientation générale de sa gestion, à des personnes physiques ou morales qui n'ont pas besoin d'être des administrateurs.

**Art. 15.** Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par l'administrateur qui aura assumé la présidence.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par ce président, ou par le secrétaire, ou par deux administrateurs.

**Art. 16.** Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique d'investissement pour les investissements concernant chaque compartiment ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement prévues par les lois et règlements ou celles prévues par le Conseil d'Administration pour les investissements de chaque compartiment.

Le Conseil d'Administration a notamment le pouvoir de choisir les valeurs mobilières et autres valeurs autorisées par la Partie I de la Loi dans lesquelles les investissements seront faits.

Dans les limites de ces restrictions, le Conseil d'Administration pourra décider que les avoirs de chaque compartiment seront investis:

(i) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Etat membre de l'Union Européenne (UE);

(ii) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché d'un Etat membre de l'UE, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public;

(iii) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une des bourses de valeurs situées dans les Etats qui ne font pas partie de l'UE: tous les pays d'Amérique, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie;

(iv) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public et fournissant des garanties comparables aux marchés précédents d'un des Etats suivants: tous pays d'Amérique, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie;

(v) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, pour autant que la demande d'admission soit introduite à la cote officielle d'une des bourses de valeurs spécifiées ci-dessus (i) ou (iii) ou à un des autres marchés réglementés, en fonctionnement régulier, reconnus et ouverts au public spécifiés ci-dessus sub (ii) ou (iv), et que l'admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission;

(vi) jusqu'à 100% des actifs nets de chaque compartiment en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émises ou garanties par un Etat membre de l'UE, ses collectivités publiques territoriales, par un autre Etat membre de l'OCDE ou par des organismes internationaux à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'UE, à condition que ces valeurs appartiennent à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une émission puissent excéder 30 % du montant total;

(vii) en parts ou actions d'OPCVM agréés conformément à la directive 85/611/CEE et/ou d'autres organismes de placement collectif ("OPC") tels que définis par la Loi et dans les limites déterminées par cette même Loi et la réglementation en vigueur;

(viii) en toutes autres valeurs, instruments et dépôts, dans les limites déterminées par le Conseil d'Administration sous l'observation des restrictions prévues par la loi et la réglementation en vigueur.

L'acquisition d'actions ou de parts d'un autre OPC avec lequel la Société est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte n'est admise que dans le cas d'un OPC qui, conformément à son règlement de gestion ou ses statuts, s'est spécialisé dans l'investissement dans un secteur géographique ou économique particulier.

Aucune commission d'émission, d'acquisition, de remboursement ou de rachat ne peut être mise à charge de la Société lorsque les opérations porteront sur de telles actions/parts. Par ailleurs, aucune commission de gestion ou de conseil ne peut non plus être prélevée sur la portion des avoirs qui sont investis dans de tels organismes.

**Art. 17.** Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'ils en seraient administrateurs, associés, directeurs, fondés de pouvoir ou employés. L'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas par-là même privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir aurait un intérêt personnel dans quelque affaire de la Société, cet administrateur, directeur ou fondé de pouvoir devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel et il ne délibérera pas et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur, directeur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des actionnaires.

Le terme "intérêt personnel" tel qu'énoncé dans la phrase précédente, ne s'appliquera pas à toute relation ou intérêt en une quelconque matière, décision ou transaction concernant la KBL EUROPEAN PRIVATE BANKERS S.A. ou l'une de ses filiales directes ou indirectes ou toute autre société ou entité que le Conseil d'Administration pourra déterminer de temps à autre.

**Art. 18.** La Société pourra indemniser tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires, des dépenses raisonnablement occasionnées par toute action ou procès auquel il aura été partie en sa qualité d'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareille action ou procès il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration; en cas de transaction, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société obtient confirmation par son avocat conseil que l'administrateur à indemniser n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit décrit ci-avant à indemnisation n'exclura pas d'autres droits individuels dans le chef de ces personnes.

**Art. 19.** La Société sera engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle ou conjointe d'un ou plusieurs fondés de pouvoir auxquels des pouvoirs auront été spécialement délégués par le Conseil d'Administration.

**Art. 20.** Les opérations de la Société et sa situation financière, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un réviseur d'entreprises. Le réviseur d'entreprises sera nommé par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société pour une période d'un an, et jusqu'à l'élection de son successeur.

Le réviseur d'entreprises en fonction peut être remplacé à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société.

**Art. 21.** Selon les modalités fixées ci-après, la Société a à tout moment le pouvoir de racheter ses propres actions dans les seules limites imposées par la loi.

Tout actionnaire est en droit de demander le rachat de tout ou partie de ses actions par la Société. La demande de rachat doit être accompagnée du ou des certificats d'actions en bonne et due forme et des pièces nécessaires pour opérer leur transfert avant que le rachat ne puisse être pris en compte. Le paiement sera effectué au plus tard vingt jours ouvrables après la date à laquelle a été fixée la valeur nette applicable.

Le prix de rachat sera égal à la valeur nette de chaque action du compartiment en question, telle que celle-ci sera déterminée suivant les dispositions de l'article 23 ci-après moins telles commissions qui seront prévues dans les documents relatifs à la vente. Toute demande de rachat doit être présentée par l'actionnaire par écrit au siège social de la Société à Luxembourg, ou auprès de toute autre personne ou entité juridique désignée par la Société comme mandataire pour le rachat des actions. Toute demande de rachat est irrévocable, sauf en cas de suspension du calcul de la valeur nette des actions.

Les actions rachetées par la Société seront annulées.

Tous frais administratifs (frais de transfert, ...) liés au remboursement des actions rachetées seront supportés par la SICAV.

Tout actionnaire peut demander la conversion de tout ou partie de ses actions d'un compartiment en actions d'un autre compartiment.

Le prix de conversion sera égal aux valeurs nettes respectives des actions des différents compartiments, établies au même Jour d'Évaluation, étant entendu que le Conseil d'Administration peut imposer des restrictions concernant, inter alia, la fréquence des conversions, et peut les soumettre au paiement de frais dont il déterminera le montant.

Toute demande de conversion doit être présentée par l'actionnaire par écrit au siège social de la Société à Luxembourg, ou auprès de toute autre personne ou entité juridique désignée par la Société comme mandataire pour la conversion des actions. Toute demande de conversion est irrévocable, sauf en cas de suspension du calcul de la valeur nette des actions.

La Société ne sera pas tenue de racheter ou de convertir, lors de tout Jour d'Évaluation, plus de 10 % du nombre d'actions de tout compartiment ce Jour d'Évaluation.

Dans le cas de demandes de rachat ou de conversion dépassant 10 pour cent de la valeur nette d'inventaire du compartiment en question lors de tout Jour d'Évaluation, la Société pourra décider de reporter proportionnellement le montant des rachats ou des conversions au Jour d'Évaluation suivant. En cas de report de rachats ou de conversions, les Actions concernées seront rachetées à la Valeur nette d'inventaire par Action en vigueur au Jour d'Évaluation où le rachat ou la conversion est effectué. Ces demandes seront traitées au cours de ce Jour d'Évaluation, en donnant la priorité aux premières demandes.

**Art. 22.** La valeur nette des actions de la Société ainsi que le prix d'émission et de rachat seront déterminés, pour les actions de chaque compartiment, périodiquement par la Société, mais en aucun cas moins deux fois par mois, comme le Conseil d'Administration le déterminera (le jour de la détermination de la valeur nette des avoirs est désigné dans les présents statuts comme "Jour d'Évaluation"), étant entendu que si un tel Jour d'Évaluation est un jour férié bancaire à Luxembourg, le Jour d'Évaluation sera le premier jour ouvrable suivant ce jour férié bancaire.

La Société pourra suspendre la détermination de la valeur nette des actions d'un ou plusieurs compartiments, l'émission et le rachat des actions de ce compartiment, ainsi que la conversion à partir de ces actions et en ces actions,

a) pendant toute période pendant laquelle une des principales bourses de valeurs ou autres marchés auxquels une partie substantielle des investissements de la Société attribuables à un compartiment donné sont cotés, est fermé en dehors d'une période de congé, ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues;

b) lors de l'existence d'une situation qui constitue une situation d'urgence et de laquelle il résulte que la Société ne peut pas normalement disposer de ses avoirs, attribuables à un compartiment donné, ou les évaluer correctement;

c) lorsque les moyens de communication, qui sont normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements d'un compartiment donné ou le prix courant des valeurs sur une bourse, sont hors de service;

d) pendant toute période où la Société est incapable de rapatrier des fonds en vue d'effectuer des paiements à la suite du rachat d'actions, ou pendant laquelle un transfert de fonds impliqués dans la réalisation ou l'acquisition d'investissements ou paiements dus à la suite du rachat de ces actions, ne peut être effectué, à l'avis des administrateurs, à un cours de change normal.

e) lorsqu'il y a suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire d'un organisme de placement collectif dans lequel un ou plusieurs compartiments ont investi une partie importante de leurs actifs, de sorte que la valeur de cet investissement ne peut pas être raisonnablement déterminée.

Pareille suspension sera publiée par la Société et sera notifiée aux actionnaires demandant la souscription, le rachat ou la conversion d'actions par la Société au moment où ils feront la demande définitive par écrit.

Pareille suspension, concernant un compartiment, n'aura aucun effet sur le calcul de la valeur nette, l'émission, le rachat et la conversion des actions des autres compartiments.

**Art. 23.** La valeur nette des actions, pour chaque compartiment de la Société, s'exprimera en toute devise à déterminer pour tout compartiment déterminée par le Conseil d'Administration, par un montant par action.

Elle sera déterminée à chaque Jour d'Evaluation, en divisant les avoirs nets de la Société correspondant à chaque compartiment, constitués par les avoirs de la Société correspondant à ce compartiment moins les engagements attribuables à ce compartiment, par le nombre d'actions émises dans ce compartiment. Le prix ainsi obtenu sera arrondi de la manière prescrite par le Conseil d'Administration.

L'évaluation des avoirs des différents compartiments se fera de la manière suivante:

A. Les avoirs de la Société comprendront:

- a) toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts échus;
- b) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en avoir connaissance (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été touché);
- c) tous les titres, parts, actions, obligations, droits d'option ou de souscription et autres investissements et valeurs mobilières qui sont la propriété de la Société;
- d) tous les instruments financiers tels que les options, les financial futures ainsi que les swaps de taux d'intérêts.
- e) tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres (la Société pourra toutefois faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telle que la négociation ex-dividende ou ex-droit);
- f) tous les intérêts échus produits par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf toutefois si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;
- g) les dépenses préliminaires de la Société dans la mesure où elles n'ont pas été amorties, à condition que ces dépenses préliminaires puissent être déduites directement du capital de la Société;
- h) tous les autres avoirs de quelque nature qu'ils soient y compris les dépenses payées d'avance.

L'évaluation de ces avoirs sera déterminée de la façon suivante:

1. La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée; dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera adéquat à la Société en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

2. L'évaluation de tout titre négocié ou coté sur une bourse de valeurs sera effectuée sur la base du cours de clôture au Jour d'Evaluation ou, à défaut, du dernier cours connu à moins que ce cours ne soit pas représentatif.

3. L'évaluation de tout titre négocié sur un autre marché réglementé sera effectuée sur la base du cours de clôture au Jour d'Evaluation ou, à défaut, du dernier prix disponible au Jour d'Evaluation en question.

4. L'évaluation des actions ou parts d'un organisme de placement collectif ouvert se fait sur base du prix de rachat respectivement de la dernière valeur nette d'inventaire disponible au Jour d'Evaluation en question de ces parts ou actions.

5. Dans la mesure où des titres détenus en portefeuille au Jour d'Evaluation, ne sont pas négociés ou cotés sur une bourse ou sur un autre marché réglementé ou, si pour des titres cotés ou négociés sur une bourse ou un autre marché réglementé, le prix déterminé conformément au sous-paragraphe 2. ou 3. n'est pas représentatif de la valeur réelle de ces titres, ceux-ci seront évalués sur base de la valeur probable de réalisation laquelle doit être estimée avec prudence et bonne foi.

6. Les instruments du marché monétaire ayant une échéance résiduelle moyenne inférieure à un an sont évalués de la façon suivante (évaluation linéaire): le cours déterminant pour ces investissements sera adapté progressivement au cours de remboursement en partant du cours net d'acquisition et en maintenant constant le rendement qui en résulte. En cas de changement notable des conditions de marché, la base d'évaluation des instruments du marché monétaire sera adaptée aux nouveaux rendements du marché.

7. Les instruments financiers dérivés sont évalués au dernier cours connu au Jour d'Evaluation en question sur les bourses ou marchés réglementés ou, dans le cas de contrats de swaps de taux d'intérêt, au dernier taux connu au Jour d'Evaluation en question sur les marchés où ces contrats ont été conclus.

8. L'évaluation des OPCVM et autres OPC sera effectuée sur base de la dernière valeur d'inventaire disponible des OPCVM et autres OPC sous-jacents au Jour d'Evaluation en question.

9. a) Les options et financial futures seront évalués au dernier cours connu aux bourses ou marchés réglementés à cet effet.

b) Les contrats de swaps de taux d'intérêt seront évalués aux derniers taux connus sur les marchés où ces contrats ont été conclus.

10. Si, à la suite de circonstances particulières, une évaluation sur la base des règles qui précèdent devenait impraticable ou inexacte, d'autres critères d'évaluation généralement admis et vérifiables pour obtenir une évaluation équitable seraient appliqués.

B. Les engagements de la Société sont censés comprendre:

a) tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles, à l'exception de ceux qui sont dus à une filiale de la Société,

b) tous les frais d'administration, échus ou redus; notamment les frais d'exploitation (à l'inclusion des émoluments du Gestionnaire en Investissements et des émoluments et de certaines dépenses des administrateurs, de la Banque Dépositaire, du Réviseur d'Entreprises, des conseillers juridiques, ainsi que des coûts de l'impression et de la distribution des rapports annuels et semestriels et du présent Prospectus), les commissions de courtage, les impôts payables par la Société ainsi que les frais d'inscription de la Société et du maintien de cette inscription auprès de toutes les autorités gouvernementales, les frais et dépenses en rapport avec la constitution de la Société, avec la préparation et la publication du prospectus, avec l'impression des certificats représentatifs des actions de la Société

c) toutes les obligations connues échues ou non échues, y compris toutes obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements soit en espèces soit en biens, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés lorsque le Jour d'Evaluation coïncide avec la date à laquelle se fera la détermination de la personne qui y a, ou aura droit,

d) d'une réserve appropriée pour impôts courus jusqu'au Jour d'Evaluation et fixée par le Conseil d'Administration et d'autres réserves autorisées ou approuvées par le Conseil d'Administration,

e) toutes autres obligations de la Société de quelque nature que ce soit à l'exception des engagements représentés par les moyens propres de la Société. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société pourra tenir compte des dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou toute autre période en répartissant le montant au prorata des fractions de cette période.

C. Les administrateurs établiront pour chaque compartiment une masse distincte d'avoirs de la manière suivante:

a) Les produits résultant de l'émission des actions de chaque compartiment seront attribués, dans les livres de la Société, à la masse des avoirs établie pour ce compartiment, et les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à ce compartiment seront attribués à cette masse d'avoirs conformément aux dispositions du présent article;

b) si un avoir découle d'un autre avoir, ce dernier avoir sera attribué, dans les livres de la Société, à la même masse à laquelle appartient l'avoir dont il découlait; à chaque réévaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée à la masse à laquelle cet avoir appartient;

c) lorsque la Société supporte un engagement qui est en relation avec un avoir d'une masse déterminée ou en relation avec une opération effectuée en rapport avec un avoir d'une masse déterminée, cet engagement sera attribué à la masse en question;

d) au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne pourrait pas être attribué à une masse déterminée, cet avoir ou engagement sera attribué à toutes les masses au prorata des valeurs nettes des différents compartiments; étant entendu que tous les actifs concernant un compartiment spécifique sont redevables seulement des dettes et obligations en relation avec ce compartiment;

e) à la suite du paiement des dividendes au propriétaire d'actions d'un compartiment, la valeur nette d'inventaire de ce compartiment sera réduite du montant de ces dividendes.

D. Pour les besoins de cet Article:

a) chaque action de la Société qui sera en voie d'être rachetée suivant l'article 21 ci-avant, sera considérée comme action émise et existante jusqu'à la clôture du Jour d'Evaluation s'appliquant au rachat de telle action et sera, à partir de ce jour et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considérée comme engagement de la Société;

b) tous investissements, soldes en espèces ou autres avoirs de la Société exprimés autrement qu'en EUR ou en la devise du compartiment auquel ils appartiennent, seront convertis en EUR ou en la devise de ce compartiment en tenant compte des cours de change en vigueur au jour et à l'heure de la détermination de la valeur nette des actions et

c) il sera donné effet, au jour d'Évaluation, à tout achat ou vente de titres contractés par la Société, dans la mesure du possible.

**Art. 24.** Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix par action auquel pareilles actions seront offertes et émises, sera égal à la valeur nette telle qu'elle est définie dans les présents statuts pour le compartiment en question, plus telles commissions qui seront prévues dans les documents relatifs à la vente.

Toute rémunération à des agents intervenant dans le placement des actions sera payée par cette commission. Le prix ainsi déterminé sera payable au plus tard dix jours ouvrables après la date à laquelle la valeur nette d'inventaire applicable aura été déterminée.

**Art. 25.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année. Les comptes de la Société seront exprimés en EUR. Au cas où il existerait différents compartiments, telles que prévues à l'article 5 des présents statuts, et si les comptes de ces compartiments sont exprimés en devises différentes, ces comptes seront convertis en EUR et additionnés en vue de la détermination des comptes de la Société.

**Art. 26.** L'assemblée générale des actionnaires décidera, sur proposition du Conseil d'Administration, pour chaque compartiment de l'usage à faire du solde du revenu net annuel des investissements. La distribution du revenu net des investissements, tel qu'énoncé ci-dessus, pourra se faire indépendamment de tous gains ou pertes en capital réalisés ou non réalisés. En plus, les dividendes peuvent inclure une distribution de capital pourvu qu'après distribution, les avoirs nets de la Société soient supérieurs au capital minimum tel que décrit à l'article 5 des présents statuts. La nature de la distribution doit être révélée (capital ou revenus).

Toute résolution de l'assemblée générale des actionnaires, décidant la distribution de dividendes aux actions d'un compartiment devra être préalablement approuvée par les actionnaires de ce compartiment votant à la même majorité qu'indiquée à l'article 11.

Des dividendes intérimaires peuvent être payés pour les actions d'un compartiment par décision du Conseil d'Administration.

Les dividendes peuvent être payés dans la monnaie du compartiment concerné ou en toute autre monnaie désignée par le Conseil d'Administration, et seront payés en temps et lieu à déterminer par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut librement déterminer le cours d'échange applicable pour convertir les dividendes dans la monnaie de paiement.

Tout dividende déclaré qui n'aura pas été réclamé par son bénéficiaire dans les cinq ans à compter de son attribution, ne pourra plus être réclamé et reviendra au compartiment correspondant. Aucun intérêt ne sera payé sur un dividende déclaré par la Société et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

**Art. 27.** La Société peut être dissoute à tout moment, moyennant une résolution de l'Assemblée générale des actionnaires. La liquidation sera effectuée conformément aux dispositions de la Loi.

Si le capital social tombe en dessous des deux tiers du capital minimum stipulé à l'article 5, la question de la dissolution de la Société sera soumise à l'Assemblée générale des actionnaires par le Conseil d'Administration. L'Assemblée générale statuera, sans condition de quorum, sur cette dissolution à la majorité simple des actions représentées à l'assemblée.

La question de la dissolution de la Société sera en outre soumise à l'Assemblée générale des actionnaires si le capital social tombe en dessous du quart du capital minimum défini par l'article 5, auquel cas, l'assemblée aura lieu sans exigence de quorum et la dissolution pourra être décidée par les actionnaires détenant un quart des actions lors de l'assemblée.

L'assemblée devra être convoquée dans les quarante jours à compter de la date à laquelle il a été établi que l'actif net de la Société est tombé sous la barre des deux tiers ou du quart du minimum légal, selon le cas.

Les décisions de l'Assemblée Générale ou du tribunal prononçant la dissolution et la liquidation de la SICAV sont publiées au Mémorial et dans deux journaux à diffusion adéquate dont au moins un journal luxembourgeois à large diffusion. Ces publications sont faites à la diligence du ou des liquidateurs.

Dans l'éventualité de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée des actionnaires appelés à statuer sur cette dissolution, et qui déterminera leurs pouvoirs et fixera leur rémunération. Le produit net de la liquidation correspondant à chaque classe d'actions sera distribué par les liquidateurs aux détenteurs d'actions de chaque classe proportionnellement à leur participation en actions dans la classe concernée.

Le liquidateur fera ce qui est en son pouvoir pour résilier, vendre ou céder de toute autre manière tout investissement en cours de la Société.

Le liquidateur distribuera aux actionnaires l'actif auquel ils ont droit conformément aux dispositions des Statuts et du Document d'émission et agira conformément à la législation et aux règlements applicables.

Le Conseil d'Administration de la Société peut décider, en outre, la liquidation pure et simple d'un ou plusieurs compartiments dans les cas suivants:

- Lorsque le volume des actifs nets du compartiment ne permet plus la gestion efficiente du portefeuille y relatif;
- si l'environnement économique et/ou politique venait à changer.
- si des mesures de rationalisation économique s'imposent

La décision de liquidation doit faire l'objet d'une publication selon les règles de publicité que le prospectus prévoit pour les avis relatifs au paiement de dividendes aux actionnaires et sera envoyée aux actionnaires nominatifs. Elle doit notamment fournir des précisions sur les motifs et les modalités de l'opération de liquidation.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, la Société peut, en attendant la mise à exécution de la décision de liquidation, continuer à racheter ou convertir les actions du compartiment dont la liquidation est décidée. Pour ces rachats et conversions, la Société doit se baser sur la valeur nette d'inventaire qui est établie de façon à tenir compte des frais de liquidation, mais sans déduction d'une commission de rachat telle que prévue dans le prospectus. Les frais d'établissement activés sont à amortir intégralement dès que la décision de liquidation est prise.

Les avoirs qui n'ont pas pu être distribués aux ayant droit à la date de clôture de la liquidation du compartiment ou des compartiments sont gardés en dépôt auprès de la banque dépositaire durant une période n'excédant pas 6 mois à compter de cette date. Passé ce délai, ces avoirs sont déposés à la Caisse de Consignation au profit de qui il appartiendra.

Pour les mêmes raisons évoquées ci-dessus dans le cadre d'une liquidation, le Conseil d'Administration peut décider de fusionner un compartiment avec un autre compartiment de la même Société ou de faire l'apport des actifs (et du passif) du compartiment à un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois régi par la partie I de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif.

Dans le cas d'une fusion avec un organisme de placement collectif étranger, l'opération n'est possible qu'avec l'accord de tous les actionnaires du compartiment concerné ou à la condition de ne transférer que les seuls actionnaires qui se sont prononcés en faveur de la fusion.

La décision sera publiée à l'initiative de la Société. La publication contiendra des informations sur le nouveau compartiment ou l'organisme de placement collectif concerné et sera effectuée un mois avant la fusion de façon à permettre aux actionnaires de demander le rachat, sans commission de rachat, avant toute prise d'effet des transactions. A l'exception de cette période, la décision engage l'ensemble des actionnaires qui n'ont pas fait usage de cette possibilité. En cas de fusion avec un Fond Commun de Placement, cette décision ne peut engager que les seuls actionnaires qui se sont prononcés en faveur de la fusion.

**Art. 28.** Les présents statuts peuvent être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise. Toute modification affectant les droits des actionnaires d'un compartiment par rapport à ceux des autres compartiments, sera soumise aux exigences de quorum et de majorité requises par la loi luxembourgeoise dans ce compartiment.

**Art. 29.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les lois modificatives, ainsi qu'à la Loi."

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 février 2009. Relation: LAC/2009/6080. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 19 février 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009024666/242/581.

(090031955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2009.

### **Halley S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 30.686.

### LIQUIDATION JUDICIAIRE

#### *Extrait*

Par jugement rendu en date du 5 mars 2009, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société:

HALLEY S.A., dont le siège social à L-2240 Luxembourg, 45, rue Notre-Dame, a été dénoncé en date du 15 décembre 1994, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 30.686.



Le même jugement a nommé juge-commissaire Gilles MATHAY, juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Nathalie Frisch, Avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 26 mars 2009 au greffe de la VI<sup>ème</sup> Chambre de ce Tribunal.

Luxembourg, le 5 mars 2009.

Pour extrait conforme  
Maître Nathalie FRISCH  
1, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg  
*Le liquidateur*

Référence de publication: 2009031095/1537/24.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2009, réf. LSO-DC02099. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090038012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2009.

**Partners Group Secondary 2008 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 134.995.

In the year two thousand and nine, on the twentieth day of February.

Before Maître Georges D'HUART, notary residing in Petange (Grand Duchy of Luxembourg),

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of "Partners Group Secondary 2008 S.C.A., SICAR" (the "Company"), a société en commandite par actions incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 12<sup>th</sup> December 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 200 on 25<sup>th</sup> January 2008.

The meeting was presided by Ms Lenneke Willems, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting appointed as secretary Mr Jean Claude STOFFEL, private employee, professionally residing in Luxembourg and as scrutineer Ms Géraldine Astgen, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which is signed by the proxy holder, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. Said attendance list, together with the proxies, will be attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

II. The chairman notes that for item 1. on the agenda in accordance with article 68 of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies the quorum and majority requirements have to be complied with at the level of the Manager Shares, Ordinary Shares and the Company. As appears from said attendance list, all 226,236.540 Manager Shares in issue and 12,053.280 Ordinary Shares out of 19,330.150 Ordinary shares currently in issue in the Company are represented at the present general meeting (the "Meeting") so that the Meeting is validly constituted and can validly deliberate and resolve on all the items of the agenda.

III. That the agenda of the Meeting is as follows:

*Agenda*

1. Approval of the amendment and complete restatement of the Articles with effect from 23<sup>rd</sup> February 2009 as attached to the convening notice.

Such amendment and restatement comprising, among others, the following changes:

- Amendment of the object clause of the Articles so as to read as follows:

**" Art. 3. Purpose.**

(a) The object of the Corporation is to invest in Partners Group Secondary 2008, L.P. (the "Fund"), representing risk capital within the meaning of article 1 of the law of 15<sup>th</sup> June 2004 on investment companies in risk capital, in order to provide its Investors with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the law of 15<sup>th</sup> June 2004 on investment companies in risk capital, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

(c) The Corporation may not undertake any other investment activities except for investing in the Fund, holding short term bank deposits and short term borrowing of funds pursuant to Article 13 (c)."

- Decision to add a new paragraph (g) to article 5 of the Articles which will give the Partners Group Management I S.à r.l. as the Company's manager (the "Manager") the right to limit or withdraw preferential subscription rights until 25 January 2013 and so as to read as follows:

"(g) The Manager will determine the dates of the share offerings of the Corporation for the admission of additional Investors (each a "Share Offering"), and may hold further Share Offerings over a period of eighteen months following the initial Share Offering. The Manager may limit or withdraw preferential subscription rights until the fifth anniversary of the publication of the Articles, a Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and following related articles) and article 67-1 of the 1915 Law may extend this period."

- Decision to amend paragraph (b) of article 17 of the Articles and addition of a paragraph (c) to article 17 of the Articles so as to read as follows:

**" Art. 17. Share Redemption and Defaulting Investors.**

(a) Shares will generally not be redeemed.

(b) If at any time:

(i) any representation made by an Investor to the Corporation in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Investor is determined by the Manager not to be true and correct in any respect; or

(ii) an Investor does not fulfil its obligations towards the Corporation and in particular where such Investor has committed to subscribe for further Ordinary Shares in the Corporation and fails to honour its commitment to pay further Contributions within the timeframe required,

then the Manager has the authority in the absence of curing of the above defaults within a reasonable time period determined by the Manager to (A) suspend or terminate the pecuniary rights attached to all or part of the Ordinary Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Investor, or (B) cause the sale and transfer to a new Investor of the Interest held by the defaulting Investor for a price equal to the Purchase Price as detailed in Article 10, or (C) reduce the Commitment of the defaulting Investor, or (D) apply any combination of the above or such other measure as it deems appropriate.

(c) Each Investor expressly acknowledges the strict default provisions in the limited partnership agreement constituting the Fund and that it has been accepted as an Investor in the Corporation in reliance upon its agreement to the provisions of these Articles, and that where an Investor fails to fulfil its obligations to the Corporation set out in Article 17(b)(ii) then the Manager may have no other option than to terminate a defaulting Investor's pecuniary rights in connection with its Ordinary Shares, in particular if the general partner of the Fund terminates the respective proportionate interest in the Fund pursuant to the relevant provisions of the limited partnership agreement of the Fund by reason of the Investor's default."

- Decision to change the prevailing language of the Articles from German to English (followed by a German translation).

2. Decision to transfer the registered office of the Company with effect from 23<sup>rd</sup> February 2009 to 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

After deliberation the Meeting took the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting votes as follows:

- approval of the Manager by 226,236.540 votes of all Manager Shares in favour;

- approval of Ordinary Shareholders by 12,053.280 votes of Ordinary Shares in favour and NO votes of Ordinary Shares against;

- approval of the Company by 238,289.82 Shares (Manager Shares and Ordinary Shares) in favour and NO Shares (Manager Shares and Ordinary Shares) against

to amend and completely restate the Articles with effect from 2<sup>3rd</sup> February 2009 to read as follows:

**Art. 1. Establishment.** There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société en commandite par actions qualifying as investment company in risk capital under the law of 15<sup>th</sup> June 2004, as amended, (the "2004 Law") under the name of "PARTNERS GROUP SECONDARY 2008 S.C.A., SICAR" (the "Corporation").

**Art. 2. Term.** The Corporation is established for a period expiring on 31<sup>st</sup> December 2020, provided that the Corporation by Shareholder Resolution taken under the conditions for amendments of these Articles may be dissolved prior to this date or continued for up to 3 (three) additional one-year periods.

**Art. 3. Purpose.**

(a) The object of the Corporation is to invest in Partners Group Secondary 2008, L.P. (the "Fund"), representing risk capital within the meaning of article 1 of the 2004 Law, in order to provide its Investors with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2004 Law, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

(c) The Corporation may not undertake any other investment activities except for investing in the Fund, holding short term bank deposits and short term borrowing of funds pursuant to Article 13 (c).

**Art. 4. Registered Office.** The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established in Luxembourg by resolution of the Manager. If and to the extent permitted by law, the Manager may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

**Art. 5. Share Capital.**

(a) The authorised share capital of the Corporation is set at ten million Euro (EUR 10,000,000) divided into:

- (i) five million (5,000,000) Ordinary Shares with a par value of one Euro (EUR 1) per Share; and
- (ii) five million (5,000,000) Manager Shares with a par value of one Euro (EUR 1) per Share.

(b) The Corporation is incorporated with the minimum share capital of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000), represented by thirty thousand nine hundred and ninety-eight (30,998) Manager Shares and two (2) Ordinary Shares of a par value of one Euro (EUR 1) per Share.

The share capital of the Corporation is two hundred and forty-five thousand, five hundred and sixty-six Euro and sixty-nine cents (EUR 245,566.69), represented by two hundred and twenty-six thousand, two hundred and thirty-six point five four (226,236.54) Manager Shares and nineteen thousand three hundred and thirty-three point one five (19,330.15) Ordinary Shares of a par value of one Euro (EUR 1) per Share."

(c) The Manager may delegate to any duly authorized officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for Shares issued.

(d) Within the limits of the authorised share capital, the Manager is authorised to issue Shares as follows:

- (i) each Ordinary Share shall be issued for a total subscription price of one thousand Euro (EUR 1,000) (comprising the par value of one Euro (EUR 1) and a share premium of nine hundred and ninety-nine Euro (EUR 999)); and
- (ii) each Manager Share shall be issued at a subscription price of one Euro (EUR 1) (plus a share premium between Euro 0 and Euro 1, as determined by the Manager).

(e) The total amounts contributed to the Corporation by an Investor (comprising par value and share premium) are referred to as "Contributions".

(f) The Manager may issue Shares under the authorised capital structure until the fifth anniversary of the publication of the Articles. A Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and following related articles) and article 67-1 of the Luxembourg law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended, (the "1915 Law") may extend this period.

(g) The Manager will determine the dates of the share offerings of the Corporation for the admission of additional Investors (each a "Share Offering"), and may hold further Share Offerings over a period of eighteen months following the initial Share Offering. The Manager may limit or withdraw preferential subscription rights until the fifth anniversary of the publication of the Articles, a Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and following related articles) and article 67-1 of the 1915 Law may extend this period.

(h) The Manager acting on behalf of the Corporation has full discretion to organize the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown.

(i) The minimum capital, as defined in the 2004 Law, which must be achieved within twelve months after the date on which the Corporation has been authorised as a société d'investissement en capital à risque under Luxembourg law, shall be one million Euro (EUR 1,000,000).

**Art. 6. The Manager.**

(a) The "associé-gérant-commandité" of the Corporation shall be Partners Group Management I S.à.r.l., a corporation organised under the laws of Luxembourg (the "Manager").

(b) The Manager is jointly and severally liable for all liabilities to third parties which cannot be met out of the assets of the Corporation. The Manager shall not be liable on its own assets for the payment of (i) any distributions to Shareholders or (ii) the return of Contributions to Shareholders.

**Art. 7. Liability of Investors.**

(a) The Investors are not permitted to act on behalf of the Corporation in any manner or capacity other than by exercising their rights at Shareholder meetings.

(b) The Investors shall be solely liable for payment to the Corporation of (i) the par value and share premium on any Ordinary Shares and any Undrawn Commitment, (ii) the return of distributions, and (iii), if applicable, an Entry Charge (according to the term defined hereafter).

#### **Art. 8. Share Register.**

(a) All issued Shares of the Corporation shall be recorded in the Shareholder register (the "Register"). The Register shall contain the name of each Shareholder, their residence, registered office or elected domicile, the number and class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the banking account details of the Shareholders.

(b) Until notices to the contrary have been received by the Corporation, it may treat the information contained in the Register as accurate and up-to-date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking account details for the making of any payments.

(c) The Manager will appoint an entity responsible for the maintenance of the Register (the "Registrar").

(d) Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Corporation of a completed transfer form together with evidence that the purchaser has assumed all obligations in connection with the Undrawn Commitment relating to the respective Interest and such other documentation as the Corporation may require.

(e) Investors may transfer fully paid Ordinary Shares to Eligible Investors (according to the term defined hereafter). Their Undrawn Commitment (according to the term defined hereafter) may be transferred to the extent the transferee is (i) creditworthy, as determined by the Manager, and (ii) eligible in accordance with the provisions of the 2004 Law.

To the extent that, and as long as, a respective Interest is part of a German insurance company's or a German pension fund's "committed asset" ("Sicherungsvermögen") as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time ("Versicherungsaufsichtsgesetz") or "other committed asset" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time), such Interest shall not be disposed of without the prior written consent of the trustee ("Treuhand") appointed in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time, or by the trustee's authorized deputy.

However, notwithstanding the above, any Interest that is directly or indirectly held by a German insurance company or a German pension fund and that is part of their committed assets is freely transferable and such transfer will not require the approval of the Manager provided the transferee is an Eligible Investor and executes the necessary documentation. Upon the transfer of any Interest that is directly or indirectly held by a Shareholder that is a German insurance company or German pension fund, the transferee shall accept and become solely responsible for all liabilities and obligations relating to such Interest held and the transferor shall be released from and shall have no further liability in respect of the Corporation.

(f) Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.

(g) Shares will only be issued as registered securities.

(h) Shares will be available in book-entry form. No certificates will be issued.

#### **Art. 9. Commitment.**

(a) In the Subscription Agreement Investors will undertake to subscribe for a certain number of Ordinary Shares (each a "Commitment", and accordingly, where the context requires, a Commitment shall be that amount in Euro equivalent to the subscription price of the total number of Ordinary Shares comprised in the Commitment).

(b) The minimum Commitment to the Corporation by an Investor will be five thousand (5,000) Ordinary Shares in an amount of five million Euro (EUR 5,000,000), although the Manager reserves the right to admit Investors with lower Commitments.

(c) The Commitment made by each Investor will be payable in instalments by subscribing for additional Shares in the Corporation. Prior to each Contribution, the Manager will issue a drawdown notice advising Investor of the portion of their Commitment required to be contributed to the Corporation and the corresponding number of Shares that will be issued, whereupon such amount shall be payable within ten (10) calendar days, in cash denominated in Euros, and the relevant number of Shares shall be issued to Investors on a pro-rata basis (each such event of drawing down capital being a "Drawdown").

(d) Drawdowns will be made in proportion to the Commitment of each Investor, as needed to satisfy the capital requirements of the Corporation's investments and to maintain a reserve for the operating expenses of the Corporation.

#### **Art. 10. Eligible Investor.**

(a) The Manager on behalf of the Corporation may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of Shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

(b) Only Eligible Investors (according to the term defined hereafter) shall be permitted to hold an Interest in the Corporation.

(c) The Manager may, at its discretion, delay the acceptance of any application for an Interest until such time as sufficient documentation has been provided verifying that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

(d) Where the Corporation determines that an Investor is not an Eligible Investor, or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Manager may require, the Manager may require such Investor to sell all or part of its Interest in accordance with the following provisions:

(i) the Corporation shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Investor, specifying the Interest to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Interest (the "Purchase Price"), and the place at which the Purchase Price in respect of such Interest is payable. Any such notice may be served upon such Investor by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Investor at its last address known to or appearing in the Register. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Investor shall cease to be the owner of the Interest specified in such notice and its name shall be removed as to the respective Shares in the Register;

(ii) the Purchase Price of the Interest shall be an amount equal to 75% of the market value of the Investor's Interest, such value being determined by the Manager obtaining price quote(s) within the market;

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Interest, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid the person specified in such Purchase Notice shall have no further interest in the Corporation, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right to receive the price so deposited (without interest) from such bank.

(e) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than as appeared to the Corporation at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

(f) In addition to any liability under applicable law, each Investor who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds an Interest, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Manager, the other Investors and Ordinary Shareholders and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Investor had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Corporation of its loss of such status.

#### **Art. 11. Annual General Meeting.**

(a) The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of June at 11:15 a.m. (Luxembourg time) and for the first time on the tenth of June in two thousand and nine. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding bank business day.

(b) Other Shareholder meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective meeting notices.

#### **Art. 12. Shareholder Meetings.**

(a) All Shareholder meetings shall be presided over by the Manager.

(b) Any duly convened Shareholder meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

(c) A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by:

(i) appointing another person as its proxy in writing, or

(ii) providing written confirmation to the Manager instructing the manner in which it elects to vote on respective agenda points provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (2) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Corporation 24 hours before the relevant Shareholder meeting.

(d) Each Manager Share and each Ordinary Share carries one vote at all Shareholder meetings.

(e) All Shares will vote as one class unless otherwise required by law or provided in these Articles.

(f) Except as otherwise required by law or provided in these Articles, resolutions at a Shareholder meeting (a "Shareholder Resolution") shall require the approval of:

(i) a simple majority of the votes cast by the Shareholders present or represented, and

(ii) the Manager.

(g) Any resolution at a Shareholder meeting deciding that the Corporation will no longer qualify as investment company in risk capital under the 2004 Law will need to be passed by a unanimous vote of all Shareholders and the Manager.

(h) Whenever the limited partners of the Fund are required or permitted to take any action by vote, such matter shall be presented to the Shareholders for their consent. The approval of the Corporation shall be based on a simple majority of the votes cast.

(i) The Manager shall provide at least 8 days prior notice of any Shareholder meeting as required under Luxembourg law.

(j) The Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any Shareholder meeting.

(k) Votes cast as used in these Articles shall not include votes attaching to Shares in respect of which a Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

#### **Art. 13. Manager Powers.**

(a) The Manager has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Corporation and to investigate, pursue and conclude transactions. All powers that are not reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the Manager.

(b) The Manager shall determine the investment policy and the borrowing policy of the Corporation, subject to the restrictions established by (i) Luxembourg law, (ii) regulatory authorities, and (iii) these Articles.

(c) The Manager is authorized to borrow on behalf of the Corporation. The Manager shall only utilize borrowings for temporary liquidity purposes (i.e. up to six months) and subject to rates commercially available for such borrowing. The maximum borrowing on behalf of the Corporation is not allowed to exceed 10% of the Corporation's net asset value.

(d) The Manager may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The Manager may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Corporation.

**Art. 14. Due Authorisation.** The Corporation shall be bound by the joint signatures of any duly authorised directors or officers of the Manager or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the Manager.

#### **Art. 15. Exculpation & Indemnification.**

(a) No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Corporation or any Investor for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is in, or is not contrary to, the best interests of the Corporation and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Corporation.

(b) To the fullest extent permitted by law, the Corporation shall indemnify and hold harmless the Manager or its affiliates, and any of their respective employees, officers, directors, agents, controlling persons or representatives (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Corporation, including acting as a director of a target company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or having been a director or officer of the Corporation; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, wilful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reversed (Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

(c) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

(d) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Corporation for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon. The Indemnified Party shall obtain the written consent of the Manager prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Corporation to indemnify such Indemnified Party.

#### **Art. 16. Contribution and Recontribution Obligations.**

(a) The Corporation may require Investors to (i) make Contributions, and/or (ii) recontribute to the Corporation amounts up to the aggregate amount of distributions previously made to them, in order to satisfy indemnification or any other obligations of the Corporation.

(b) All of the foregoing contribution or recontribution obligations shall continue until the liquidation of the Corporation. The Corporation may make provision in order to satisfy indemnification or other obligations of the Corporation after the liquidation of the Corporation.

**Art. 17. Share Redemption and Defaulting Investors.**

(a) Shares will generally not be redeemed.

(b) If at any time:

(i) any representation made by an Investor to the Corporation in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Investor is determined by the Manager not to be true and correct in any respect; or

(ii) an Investor does not fulfil its obligations towards the Corporation and in particular where such Investor has committed to subscribe for further Ordinary Shares in the Corporation and fails to honour its commitment to pay further Contributions within the timeframe required,

then the Manager has the authority in the absence of curing of the above defaults within a reasonable time period determined by the Manager to (A) suspend or terminate the pecuniary rights attached to all or part of the Ordinary Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Investor, or (B) cause the sale and transfer to a new Investor of the Interest held by the defaulting Investor for a price equal to the Purchase Price as detailed in Article 10, or (C) reduce the Commitment of the defaulting Investor, or (D) apply any combination of the above or such other measure as it deems appropriate.

(c) Each Investor expressly acknowledges the strict default provisions in the limited partnership agreement constituting the Fund and that it has been accepted as an Investor in the Corporation in reliance upon its agreement to the provisions of these Articles, and that where an Investor fails to fulfil its obligations to the Corporation set out in Article 17 (b) (ii) Article 2(a)(ii) then the Manager may have no other option than to terminate a defaulting Investor's pecuniary rights in connection with its Ordinary Shares, in particular if the general partner of the Fund terminates the respective proportionate interest in the Fund pursuant to the relevant provisions of the limited partnership agreement of the Fund by reason of the Investor's default.

**Art. 18. Net Asset Value of Shares.**

(a) The net asset value of each Share class in the Corporation (the "Net Asset Value") shall be determined by the Manager on each Valuation Day (according to the term defined hereafter) in accordance with this Article 18.

(b) The Net Asset Value shall be expressed as a per Share figure and shall be determined by:

(i) first, establishing the value of assets less the liabilities of the Corporation (including any adjustments as considered by the Corporation to be necessary or prudent);

(ii) second, allocating the portion of assets and liabilities between the different classes of Share according to the aggregate Contributions of each Share class, adjusted as necessary to take into consideration any additional fees or distributions to which a particular Share class may be entitled; and

(iii) finally, dividing the total assets and liabilities allocated to each Share class by the total number of Shares in the respective class on the Valuation Day.

(c) The valuation of the Corporation's assets and liabilities shall be determined in accordance with generally accepted valuation principles in compliance with article 5 (3) of the 2004 Law:

(i) liquid assets shall be valued at their face value with interest accrued;

(ii) investments in target funds shall be valued according to the most recent valuation report received from the general partners of the target funds adjusted for net capital activity; and

(iii) other investments and other property and assets of the Corporation shall be valued according to the valuation principles as set forth by the European Venture Capital Association.

(d) Other fair valuation methods may be used if the Manager considers that another method better reflects the value of the assets if circumstances and market conditions so warrant. The fair valuation methods would then be used accordingly. Valuation methods will be used on a consistent basis.

(e) Different classes of Shares may be subject to different levels of fees and expenses and may be entitled to different distributions, such factors will be taken into consideration in determining the Net Asset Value of each Share class.

(f) The Net Asset Value for each Share class will be made available to Shareholders at the registered office of the Corporation within a period of time following the relevant Valuation Day disclosed in the sales documents of the Corporation.

(g) The determination of the Net Asset Value may be suspended during any period if, in the reasonable opinion of the Manager, a fair valuation of the assets of the Corporation is not practical for reasons beyond the control of the Corporation.

**Art. 19. Accounting Year and Auditors.**

(a) The accounting year of the Corporation shall begin on 1<sup>st</sup> January and shall terminate on the 31<sup>st</sup> December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of the incorporation of the Corporation and shall terminate on the 31<sup>st</sup> December 2008.

(b) The annual general meeting of Shareholders shall appoint independent auditors.

#### **Art. 20. Distributions.**

(a) Within the limits provided by law and in respect of each class of Shares, the annual general meeting of Shareholders of each class shall, upon the proposal of the Manager in respect of such class, determine how the results allocated to that class shall be distributed in accordance with the provisions of these Articles.

(b) Interim dividends may be paid out on the Shares of any class upon the decision of the Manager.

(c) The Manager shall apply the following distribution policies:

(i) Distributable proceeds derived from investments will be promptly distributed by the Manager, provided that the Manager may retain reasonable amounts to pay or provide reserves for expenses and other obligations of the Corporation, including fees payable to the Manager or for re-investment purposes; and

(ii) The Corporation may receive proceeds from the Corporation's investments in the form of marketable securities. The Manager will seek to sell such securities and distribute the net cash proceeds. The Manager will use reasonable efforts to sell marketable securities promptly, Shareholders will bear any associated market risk and related costs incurred during the disposition process.

(d) Distributions of proceeds derived from the Fund will be made to the Shareholders in each case in proportion to their Contributions.

#### **Art. 21. Liquidation.**

(a) In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed at a Shareholder meeting effecting such dissolution and which shall determine their powers and their remuneration.

(b) The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to the holders of Ordinary Shares and Manager Shares pursuant to the rules set forth in Article 20.

(c) The net proceeds may be distributed in kind.

**Art. 22. Amendment to Articles.** These Articles may be amended from time to time by Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and the following related articles) and article 67-1 of the 1915 Law. In addition, any proposed amendment to these Articles will become valid and effective only if separately approved by a simple majority of the Ordinary Shares in issue.

**Art. 23. Governing Regulation.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law.

**Art. 24. Definitions.** These definitions form an integral part of the Articles.

Eligible Investors	Pursuant to article 2 of the 2004 Law, either a) professional or institutional investors, b) other investors who confirm in writing that they are well informed and fully aware of the risks and rewards of this type of investment within the meaning of the 2004 Law and who either invest or are committed to invest a minimum of Euro 125,000 in the Corporation or have obtained a certification by a professional of the financial sector confirming such investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in risk capital or c) a person taking part in the management of the Corporation. Any investor that is a U.S. person must be an "accredited investor" as defined in Rule 501(a) of Regulation D under the Securities Act and a "qualified purchaser" as defined in the U.S. Investment Company Act.
Entry Charge	A charge which may be levied on an investor admitted to the Corporation subsequent to the initial share offering.
Interest	An Investor's interest in the Corporation being its rights and obligations in connection with any Ordinary Shares held and its related Undrawn Commitment.
Investor(s)	The investors who have acquired or have committed to acquire Ordinary Shares in accordance with the Subscription Agreement.
Manager Share	A share issued by the Corporation that has been subscribed to by the Manager.
Ordinary Share	A share issued by the Corporation that has been subscribed to by an Investor.
Undrawn Commitment	The total number of Shares that an Investor has committed to acquire in the Subscription Agreement less the number of Shares subscribed and fully paid by such Investor.
Shares	The Ordinary Shares and the Manager Shares.
Shareholders	The holders of Ordinary Shares and Manager Shares.
Subscription Agreement	The agreement the Corporation entered into with each of the Investors in connection with the commitment to subscribe for a certain number of Ordinary Share.
U.S. person	Shall have the meaning ascribed in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the 1933 Act") or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act.



Valuation Day                      The last day of each month.

*Second resolution*

The Meeting by 226,236.540 votes of Manager Shares and 12,053.280 votes of Ordinary Shares in favour and NO votes of Ordinary Shares against resolves to transfer with effect from 23<sup>rd</sup> February 2009 the registered office of the Company to 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day beforementioned.

The deed having been read to the Meeting, the members of the bureau, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with the notary the present deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahr zweitausendundneun, am zwanzigsten Tag des Monats Februar.

Vor Maître Georges D'HUART, Notar mit dem Amtssitz in Petange (Großherzogum Luxemburg),

Fand eine außerordentliche Generalversammlung der Gesellschafter der "Partners Group Secondary 2008 S.C.A., SICAR" (die "Gesellschaft"), einer société en commandite par actions, die am 12. Dezember 2007 gegründet wurde und wrüber durch Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Urkunde aufgenommen wurde, welche am 25. Januar 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 200 veröffentlicht worden ist.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Frau Lenneke Willems, Angestellte, geschäftsansässig in Luxemburg.

Die Versammlung ernennt zum Schriftführer Herrn Jean Claude STOFFEL, Angestellter, geschäftsansässig in Luxemburg und zum Stimmenzähler Frau Géraldine Astgen, Angestellte, geschäftsansässig in Luxemburg.

Der Vorsitzende erklärt und ersucht den amtierenden Notar folgendes festzustellen:

I. Die vertretenen Gesellschafter sowie die Zahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste gezeigt, die vom Bevollmächtigten, dem Vorsitzenden, dem Schriftführer und dem Stimmenzähler sowie dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde. Die erwähnte Liste wird gemeinsam mit der vorliegenden Urkunde bei den Registrierungsbehörden hinterlegt werden.

II. Der Vorsitzende stellt fest, dass für Tagesordnungspunkt 1. gemäß Artikel 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften die Anwesenheits- und Mehrheitserfordernisse auf dem Niveau der Manager-Aktien, der Stammaktien sowie auch der Gesellschaft erfüllt sein müssen. Aus dieser Anwesenheitsliste ergibt sich, dass alle ausgegebenen Manager-Aktien sowie der insgesamt ausgegebenen Stammaktien der Gesellschaft in dieser Generalversammlung vertreten sind, so dass die Versammlung rechtsgültig errichtet wurde und rechtsgültig über alle Punkte der Tagesordnung beraten und abstimmen kann.

III. Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

*Tagesordnung*

1. Zustimmung zur Änderung und kompletten Neufassung der Satzung mit Wirkung vom 23. Februar 2009 und wie sie der Einberufungsmittelteil beiliegt.

Diese Änderung und Neufassung beinhaltet unter anderem die folgenden Änderungen:

- Änderung der Objektklausel der Satzung wie folgt:

**" Art. 3. Zweck.**

(a) Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, in Partners Group Secondary 2008, L.P. (der "Fonds") zu investieren, welche Risikokapitalanlagen im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes von 2004 tätigt, um ihren Aktionären unter Berücksichtigung der eingegangenen Risiken das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(b) Soweit nach dem Gesetz von 2004 zulässig, kann die Gesellschaft alle Maßnahmen und Vorkehrungen treffen, die sie im Hinblick auf die Zweckerfüllung als nützlich erachtet, vorausgesetzt, dass die anderen Vorschriften dieser Satzung eingehalten werden.

(c) Die Gesellschaft kann keine anderen Anlagetätigkeiten vornehmen außer in den Fonds zu investieren bzw. vorübergehende Bankdepots durchzuführen und kurzfristige Kredite in Übereinstimmung mit Artikel 13(c) aufzunehmen."

- Entscheidung, einen neuen Absatz (g) zu Artikel 5 der Satzung hinzuzufügen, der Partners Group Management I S.à r.l. in der Eigenschaft als Manager der Gesellschaft (der "Manager") das Recht gibt, bis zum 25. Januar 2013 vorrangige Aktienbezugsrechte zu beschränken oder aufzuheben und wie folgt lautet:

"(g) Der Manager bestimmt die Zeitpunkte, an denen die Gesellschaft Aktienangebote durchführen kann, um zusätzliche Investoren aufzunehmen (jeweils ein "Aktienangebot"), und kann während eines Zeitraums von achtzehn Monaten nach

dem erstmaligen Aktienangebot weitere Aktienangebote durchführen. Der Manager kann bis zum fünften Jahrestag der Veröffentlichung der Satzung vorrangige Aktienbezugsrechte beschränken oder aufheben. Ein gemäß Artikel 103 (und den entsprechenden nachfolgenden Artikeln) sowie Artikel 67-1 des Gesetzes von 1915 gefasster Aktionärsbeschluss kann diesen Zeitraum verlängern."

- Entscheidung, Absatz (b) des Artikels 17 der Satzung zu ändern und einen Absatz (c) zu Artikel 17 der Satzung hinzuzufügen, damit er wie folgt lautet:

**"Art. 17. Rücknahme von Aktien und Vertragsbrüchige Gesellschaftsinvestoren.**

(a) Es erfolgt grundsätzlich keine Rücknahme von Aktien.

(b) Falls zu irgendeiner Zeit:

(i) eine von einem Gesellschaftsinvestor gegenüber der Gesellschaft abgegebene Zusicherung in Bezug auf den Erwerb von Stammaktien durch diesen vom Manager in irgendeiner Weise als unwahr oder unrichtig befunden wird; oder

(ii) ein Gesellschaftsinvestor seine Pflichten gegenüber der Gesellschaft nicht erfüllt und er insbesondere zugesagt hat, weitere Stammaktien zu zeichnen und dieser Zusage, innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens weitere Kapitaleinlagen zu leisten, nicht nachkommt,

ist der Manager befugt, sofern die oben aufgeführten Verstöße nicht innerhalb einer vom Manager zu bestimmenden angemessenen Frist geheilt wurden, (A) die mit einem Teil oder allen vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor bislang gezeichneten und einbezahlten Stammaktien verknüpften Vermögensrechte zeitweilig aufzuschieben oder zu beenden, oder (B) den Verkauf und die Übertragung der vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor gehaltenen Beteiligung auf einen neuen Investor zu veranlassen, zu einem Betrag, der dem in Artikel 10 beschriebenen Kaufpreis entspricht oder (C) die Zahlungszusage des vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestors zu reduzieren oder (D) die vorgenannten Möglichkeiten zu kombinieren oder solch andere Maßnahmen zu ergreifen, die er für angemessen hält.

(c) Jeder Gesellschaftsinvestor erkennt ausdrücklich die strengen Folgen eines Vertragsbruchs an, die das den Fonds errichtende "Limited Partnership Agreement" vorsieht, dass er im Vertrauen auf sein Einverständnis mit dieser Satzung als Gesellschaftsinvestor angenommen wurde und dass für den Fall, dass ein Gesellschaftsinvestor seinen Pflichten aus Artikel 17(b)(ii) nicht nachkommt, der Manager keine andere Wahl haben könnte als die Vermögensrechte in Bezug auf seine Stammaktien zu beenden, insbesondere wenn aufgrund des Verstoßes des Gesellschaftsinvestors der "General Partner" des Fonds die betroffene anteilige Beteiligung am Fonds gemäß den einschlägigen Bestimmungen des "Limited Partnership Agreements" des Fonds beendet."

- Entscheidung, die vorrangige Sprache der Satzung von Deutsch in Englisch (gefolgt von einer deutschen Übersetzung) zu ändern.

2. Entscheidung, den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung vom 23. Februar 2009 nach 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg zu verlegen.

Nach Beratung fasste die Versammlung folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Die Versammlung beschließt wie folgt:

- Zustimmung des Managers mit 226,236.540 Stimmen von Manager-Aktien dafür,

- Zustimmung der Halter von Stammaktien mit 12,053.280 Stimmen von Stammaktien dafür und NO Stimmen von Stammaktien dagegen,

- Zustimmung der Gesellschaft mit 238,289.82 Stimmen von Aktien (Manager-Aktien und Stammaktien) dafür und NO Stimmen von Aktien (Manager-Aktien und Stammaktien) dagegen,

die Satzung mit Wirkung vom 23. Februar 2009 zu ändern und komplett neu zu fassen damit sie wie folgt lautet:

**Art. 1. Errichtung.** Zwischen den zeichnenden Parteien und all jenen, die Inhaber von später ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Gesellschaft in Form einer société en commandite par actions, die als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz vom 15. Juni 2004, in seiner geänderten Fassung, (das "Gesetz von 2004") qualifiziert, und als "PARTNERS GROUP SECONDARY 2008 S.C.A., SICAR" (die "Gesellschaft") firmiert.

**Art. 2. Dauer.** Die Gesellschaft wird für eine Dauer bis zum 31. Dezember 2020 errichtet, wobei die Gesellschaft durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung dieser Satzung gefasst wird, vor diesem Datum aufgelöst werden oder um bis zu 3 (drei) zusätzliche Einjahresperioden weitergeführt werden kann.

**Art. 3. Zweck.**

(a) Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, in Partners Group Secondary 2008, L.P. (der "Fonds") zu investieren, welche Risikokapitalanlagen im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes von 2004 tätigt, um ihren Aktionären unter Berücksichtigung der eingegangenen Risiken das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(b) Soweit nach dem Gesetz von 2004 zulässig, kann die Gesellschaft alle Maßnahmen und Vorkehrungen treffen, die sie im Hinblick auf die Zweckerfüllung als nützlich erachtet, vorausgesetzt, dass die anderen Vorschriften dieser Satzung eingehalten werden.

(c) Die Gesellschaft kann keine anderen Anlagetätigkeiten vornehmen außer in den Fonds zu investieren bzw. vorübergehende Bankdepots durchzuführen und kurzfristige Kredite in Übereinstimmung mit Artikel 13(c) aufzunehmen.

**Art. 4. Gesellschaftssitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Managers können in Luxemburg Zweigniederlassungen errichtet oder weitere Büros betrieben werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Manager beschließen, den Gesellschaftssitz an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

**Art. 5. Aktienkapital.**

(a) Das genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft beträgt zehn Millionen Euro (EUR 10.000.000) und ist aufgeteilt in:  
(i) fünf Millionen (5.000.000) Stammaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie; und  
(ii) fünf Millionen (5.000.000) Manager-Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie.

(b) Die Gesellschaft wird mit einem Aktienkapital von mindestens einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) errichtet, eingeteilt in dreißigtausend neunhundertachtundneunzig (30.998) Manager-Aktien und zwei (2) Stammaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie.

Das Aktienkapital der Gesellschaft beträgt zweihundertfünfundvierzigtausend fünfhundertsechundsechzig Euro und neunundsechzig Cents (EUR 245.566,69), eingeteilt in zweihundertsechundzwanzigtausend zweihundertsechunddreißig Komma fünf vier (226.236,54) Manager-Aktien und neunzehntausend dreihundertdreißig Komma eins fünf (19.330,15) Stammaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie".

(c) Der Manager kann jedem ordnungsgemäß bevollmächtigten Gesellschaftsorgan oder jeder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person die Pflicht auferlegen, Zeichnungen entgegenzunehmen sowie Zahlungen für ausgegebene Aktien auszuführen oder zu empfangen.

(c) Der Manager ist berechtigt, im Rahmen der betraglichen Begrenzung des genehmigten Aktienkapitals Aktien wie folgt auszugeben:

(i) jede Stammaktie wird zu einem Zeichnungspreis von insgesamt eintausend Euro (EUR 1.000) ausgegeben (d.h. Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) zuzüglich Emissionsagio von neunhundertneunundneunzig Euro (EUR 999)); und

(ii) jede Manager-Aktie wird zu einem Zeichnungsbetrag von einem Euro (EUR 1,-)(zuzüglich Emissionsagio zwischen null (0) Euro und einem (1) Euro nach Ermessen des Managers) ausgegeben.

(d) Die Gesamtsumme der von einem Gesellschaftsinvestor an die Gesellschaft getätigten Zahlungen (d.h. Nominalwert und Emissionsagio) werden als "Kapitaleinlagen" bezeichnet.

(e) Der Manager kann im Rahmen des genehmigten Kapitals bis zum fünften Jahrestag der Veröffentlichung der Satzung Aktien ausgeben. Diese Periode kann jedoch durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln des Artikels 103 (und den entsprechenden nachfolgenden Artikeln) sowie des Artikels 67-1 des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner geänderten Fassung, (das "Gesetz von 1915") gefasst wird, verlängert werden.

(f) Der Manager bestimmt die Zeitpunkte, an denen die Gesellschaft Aktienangebote durchführen kann, um zusätzliche Investoren aufzunehmen (jeweils ein "Aktienangebot"), und kann während eines Zeitraums von achtzehn Monaten nach dem erstmaligen Aktienangebot weitere Aktienangebote durchführen. Der Manager kann bis zum fünften Jahrestag der Veröffentlichung der Satzung vorrangige Aktienbezugsrechte beschränken oder aufheben. Ein gemäß Artikel 103 (und den entsprechenden nachfolgenden Artikeln) sowie Artikel 67-1 des Gesetzes von 1915 gefasster Aktionärsbeschluss kann diesen Zeitraum verlängern.

(g) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager verfügt über eine umfassende Kompetenz, das Vorgehen bei der Aufnahme von Investoren, bei Kapitalabrufen und bei Zahlungen, die auf Kapitalabrufe folgen, zu regeln.

(h) Das Mindestkapital, wie im Gesetz von 2004 definiert, das innerhalb von zwölf Monaten ab Genehmigung der Gesellschaft als société d'investissement en capital à risque nach Luxemburger Recht erreicht sein muss, beträgt eine Million Euro (EUR 1.000.000).

**Art. 6. Der Manager.**

(a) Der Komplementär ("associé-gérant-commandité") der Gesellschaft ist Partners Group Management I S.à r.l., eine Gesellschaft, die nach Luxemburger Recht errichtet wurde (der "Manager").

(b) Der Manager haftet Dritten gegenüber unbeschränkt und solidarisch für alle Verbindlichkeiten, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft befriedigt werden können. Der Manager haftet aber nicht mit seinem Vermögen für die Zahlung von (i) Ausschüttungen an Aktionäre oder (ii) die Rückzahlung von Kapitaleinlagen an Aktionäre.

**Art. 7. Haftung der Gesellschaftsinvestoren.**

(a) Den Gesellschaftsinvestoren ist es untersagt, für die Gesellschaft in irgendeiner Form zu handeln, außer durch Ausübung ihrer Rechte anlässlich von Aktionärsversammlungen.

(b) Gesellschaftsinvestoren haften einzig für folgende Zahlungen an die Gesellschaft: (i) Nominalwert und Emissionsagio der Stammaktien sowie "Nicht-Abgerufene-Zahlungszusagen" (gemäß definiertem Begriff), (ii) Rückzahlung von Ausschüttungen und (iii), falls anwendbar, eine Eintrittsgebühr (gemäß definiertem Begriff).

### **Art. 8. Aktienregister.**

(a) Alle ausgegebenen Aktien der Gesellschaft werden im Aktienregister (das "Aktienregister") geführt. Das Aktienregister enthält den Namen jedes Aktionärs, ihren Wohnsitz, Gesellschaftssitz oder Domizil, die Anzahl und Klasse der gehaltenen Aktien, den für die Aktien einbezahlten Betrag und die Bankverbindung der Aktionäre.

(b) Solange die Gesellschaft keine gegenteiligen Instruktionen bekommen hat, darf sie die aus dem Aktienregister ersichtlichen Angaben als zutreffend und aktuell betrachten und kann insbesondere die darin enthaltenen Anschriften für das Versenden von Mitteilungen und Ankündigungen und die Bankverbindungen für den Zahlungsverkehr benutzen.

(c) Der Manager bestimmt eine Stelle, die für das Führen des Aktienregisters verantwortlich ist (der "Registerführer").

(d) Die Übertragung von Aktien geschieht durch entsprechende Eintragung der Übertragung im Aktienregister, nachdem die Gesellschaft ein vollständiges Übertragungsformular zusammen mit dem Beweis, dass der Erwerber sämtliche Verpflichtungen in Verbindung mit der Nicht-Abgerufenen-Zahlungszusage, die mit der betreffenden Beteiligung in Verbindung steht, erfüllt hat und jedwedes andere Dokument, das die Gesellschaft verlangt, erhalten hat.

(e) Gesellschaftsinvestoren können voll eingezahlte Stammaktien an Zulässige Investoren (gemäß definiertem Begriff) frei übertragen. Ihre Nicht-Abgerufene-Zahlungszusage (gemäß definiertem Begriff) kann übertragen werden, sofern der Erwerber (i) nach Einschätzung des Managers kreditwürdig ist und (ii) im Einklang mit den Voraussetzungen des Gesetzes von 2004 zulässig ist.

Sofern und solange eine bestimmte Beteiligung Teil des "Sicherungsvermögens" (gemäß Definition in §66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung) eines deutschen Versicherungsunternehmens oder einer deutschen Pensionskasse oder Teil eines "sonstigen gebundenen Vermögens" (gemäß Definition in §54 Absatz 1 oder §115 des Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung) sind, dürfen solche Beteiligungen ohne die vorherige schriftliche Genehmigung des in Übereinstimmung mit §70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung berufenen Treuhänders oder seines befugten Stellvertreters nicht veräußert werden.

Ungeachtet des Vorstehenden sind jedoch Beteiligungen, die ein deutsches Versicherungsunternehmen oder eine deutsche Pensionskasse direkt oder indirekt hält und Teil des Sicherungsvermögens sind, frei übertragbar und eine solche Übertragung erfordert keine Genehmigung des Managers, vorausgesetzt der Erwerber ist ein Zulässiger Investor und erfüllt die notwendigen Dokumentationsanforderungen. Mit der Übertragung der Beteiligung, die ein Aktionär, der ein deutsches Versicherungsunternehmen oder eine deutsche Pensionskasse ist, direkt oder indirekt hält, muss der Erwerber alle Verbindlichkeiten und Verpflichtungen hinsichtlich solcher Beteiligungen akzeptieren und dafür allein verantwortlich zeichnen und der Veräußerer soll von den Verbindlichkeiten hinsichtlich der Gesellschaft befreit werden und keine solchen mehr haben.

(f) Aktienbruchteile können bis zur dritten Dezimalstelle ausgegeben werden.

(g) Die Aktien werden nur als Namensaktien ausgegeben.

(h) Die Aktien sind in elektronisch verbuchungsfähiger Form erhältlich. Es werden keine Zertifikate ausgegeben.

### **Art. 9. Zahlungszusage.**

(a) Im Zeichnungsvertrag verpflichten sich die Gesellschaftsinvestoren, eine gewisse Anzahl Stammaktien zu zeichnen (jeweils eine "Zahlungszusage", bzw. wo es der Zusammenhang erfordert, versteht sich die Zahlungszusage als jener Euro-Betrag, der dem Zeichnungspreis aller von der Zahlungszusage erfassten Stammaktien entspricht).

(b) Die Mindestzahlungszusage eines Gesellschaftsinvestors an die Gesellschaft beträgt 5,000 (fünf Tausend) Stammaktien im Gesamtbetrag von 5 Millionen Euro (EUR 5.000.000), wobei sich der Manager das Recht vorbehält, Gesellschaftsinvestoren mit geringeren Zahlungszusagen zuzulassen.

(c) Die von einem Gesellschaftsinvestor gegebene Zahlungszusage ist in Raten zahlbar, indem zusätzliche Aktien der Gesellschaft zu zeichnen sind. Der Manager versendet vor jeder Kapitaleinlage eine Abrufmitteilung an die Gesellschaftsinvestoren mit dem Hinweis auf den für die Einlage an die Gesellschaft erforderlichen Teil ihrer Zahlungszusage und auf die entsprechende Zahl der auszugebenden Aktien. Darauf ist der Geldbetrag in Euro innerhalb von zehn (10) Kalendertagen bar einzuzahlen und die entsprechende Zahl Aktien wird den Gesellschaftsinvestoren anteilig zugeteilt (jeder dieser Abrufvorgänge wird als "Kapitalabruf" bezeichnet).

(d) Kapitalabrufe werden nach Maßgabe des Mittelbedarfs für die Anlagen der Gesellschaft und die Deckung der laufenden Ausgaben im Verhältnis zu den Zahlungszusagen jedes Gesellschaftsinvestors getätigt.

### **Art. 10. Zulässiger Investor.**

(a) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager kann in eigenem Ermessen den Erwerb und den Besitz von Aktien durch irgendeine Person, Firma oder Körperschaft einschränken oder untersagen.

(b) Nur "Zulässigen Investoren" (gemäß definiertem Begriff) ist es erlaubt, eine Beteiligung an der Gesellschaft zu halten.

(c) Der Manager kann in eigenem Ermessen die Annahme von Anträgen zur Zeichnung einer Beteiligung solange aufschieben, bis ausreichend dokumentiert worden ist, dass der Antragsteller die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors erfüllt.

(d) Soweit die Gesellschaft feststellt, dass ein Gesellschaftsinvestor kein Zulässiger Investor ist oder gegen seine Zusicherungen und Gewährleistungen verstößt oder die vom Manager verlangten Zusicherungen und Gewährleistungen

nicht abgeben kann, kann der Manager von einem solchen Gesellschaftsinvestor verlangen, alle oder einen Teil seiner Beteiligung nach Maßgabe der nachfolgenden Bestimmungen zu veräußern:

(i) Die Gesellschaft stellt dem Gesellschaftsinvestor eine Anzeige zu (die "Kaufanzeige"), auf der angegeben ist, welche Beteiligung wie oben erwähnt zu erwerben ist, welcher Preis für diese Beteiligung zu bezahlen ist (der "Kaufpreis") und an welchem Ort der Kaufpreis für die betreffende Beteiligung zu entrichten ist. Jede solche Anzeige kann dem jeweiligen Gesellschaftsinvestor per Post in einem für ein Einschreiben frankierten Umschlag an dessen zuletzt bekannte oder im Aktienregister eingetragene Adresse zugestellt werden. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufanzeige angegebenen Tag verliert der betreffende Gesellschaftsinvestor die Aktionärsstellung in Bezug auf die in der jeweiligen Anzeige angegebene Beteiligung und sein Name wird entsprechend aus dem Aktienregister gelöscht;

(ii) Der Kaufpreis der Beteiligung beträgt 75% des Marktwerts der Beteiligung des Gesellschaftsinvestors, der vom Manager nach Einholung eines oder mehrerer Preisangebot(e) im Markt bestimmt wird;

(iii) Der Kaufpreis wird dem Eigentümer der Beteiligung entrichtet, außer in Zeiten von Devisenbeschränkungen, und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (gemäß Angabe in der Kaufanzeige) zwecks Zahlung an den Gesellschaftsinvestor hinterlegt. Nach der zuvor beschriebenen Hinterlegung des Kaufpreises hat die in der Kaufanzeige aufgeführte Person keinerlei weitere Rechte an der Gesellschaft und diesbezüglich keinerlei Anspruch gegenüber der Gesellschaft oder deren Vermögen, mit Ausnahme des Rechts, von dieser Bank den bei ihr hinterlegten Betrag (ohne Verzinsung) zu erhalten.

(e) Die Ausübung der der Gesellschaft aufgrund dieses Artikels 10 erteilten Befugnisse kann keinesfalls dadurch in Frage gestellt oder ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Aktienbesitz durch irgendeine Person unzureichend gewesen sei oder dass der tatsächliche Aktienbesitz von den der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufanzeige bekannten Tatsachen abgewichen sei, vorausgesetzt dass die Gesellschaft die genannten Befugnisse in einem solchen Fall in gutem Glauben ausgeübt hat.

(f) Neben der Haftung nach anwendbarem Recht, hat jeder Gesellschaftsinvestor, der eine Beteiligung hält, ohne die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors zu erfüllen, die Gesellschaft, den Manager, die übrigen Gesellschaftsinvestoren und Aktionäre und die Beauftragten der Gesellschaft schadlos zu halten und für alle Schäden, Verluste und Aufwände zu entschädigen, die sich aus einem solchen Halten einer Beteiligung ergeben oder damit zusammenhängen, insofern der betreffende Gesellschaftsinvestor irreführende oder unwahre Dokumentationsunterlagen eingereicht oder irreführende oder unwahre Zusicherungen abgegeben hat, um unrechtmäßig den Status als Zulässiger Investor zu erlangen, oder es versäumt hat, die Gesellschaft über den Verlust dieses Status zu benachrichtigen.

#### **Art. 11. Jahreshauptversammlung.**

(a) Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in Übereinstimmung mit Luxemburger Recht jeweils am letzten Freitag des Monats Juni um 11:15 Uhr (Luxemburger Zeit) in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung zur Versammlung angegebenen Ort in Luxemburg durchgeführt, und zwar erstmals am zehnten Juni zweitausendneun. Sofern dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, wird die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am vorangehenden Bankarbeitstag abgehalten.

(b) Andere Aktionärsversammlungen können an den Orten und zu den Zeitpunkten, wie in der entsprechenden Einladung aufgeführt, abgehalten werden.

#### **Art. 12. Aktionärsversammlungen.**

(a) Alle Aktionärsversammlungen werden vom Manager geleitet.

(b) Jede ordnungsgemäß einberufene Aktionärsversammlung stellt die Gesamtheit der Aktionäre dar. Der Aktionärsversammlung kommt die umfassendste Befugnis zu, im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anweisungen zu erteilen und Handlungen auszuführen oder zu ratifizieren.

(c) Ein Aktionär kann an jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er:

(i) eine andere Person schriftlich zu seinem Bevollmächtigten bestellt oder

(ii) dem Manager eine schriftliche Bescheinigung zukommen lässt, welche die Weisung enthält, wie er sich entschieden hat, bezüglich der verschiedenen Tagesordnungspunkte abzustimmen, sofern die schriftlichen Abstimmungsbescheinigungen, (1) den Nachnamen, Vornamen, die Adresse und Unterschrift des betreffenden Aktionärs, (2) die Angabe der Aktien für die der Aktionär sein Stimmrecht ausübt, (3) die in der Einberufungsmittelung aufgeführte Tagesordnung und (4) die Abstimmungsweisung (Zustimmung, Ablehnung, Enthaltung) für jeden Tagesordnungspunkt enthält. Die Originale der Abstimmungsbescheinigungen müssen von der Gesellschaft 24 Stunden vor der betreffenden Aktionärsversammlung empfangen werden.

(d) Bei jeder Aktionärsversammlung kommt jeder Manager-Aktie und jeder Stammaktie eine Stimme zu.

(e) Soweit durch das Gesetz oder die Satzung nicht anders bestimmt, stimmen alle Aktien als Aktien einer Klasse.

(f) Soweit durch das Gesetz oder durch diese Satzung nicht anders bestimmt, benötigen die an einer Aktionärsversammlung gefassten Beschlüsse (ein "Aktionärsbeschluss") die Zustimmung:

(i) einer einfachen Mehrheit der von den anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen und

(ii) des Managers.

(g) Jeder in einer Aktionärsversammlung gefasste Beschluss, der entscheidet, dass die Gesellschaft nicht länger als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz von 2004 qualifiziert, muss einstimmig von allen Aktionären und vom Manager gefasst werden.

(h) In Fällen, in denen die Kommanditisten (limited partners) des Fonds zu einer Abstimmung verpflichtet oder ermächtigt sind, ist die Angelegenheit den Aktionären zur Genehmigung vorzulegen. Die Genehmigung durch die Gesellschaft liegt vor, sofern eine einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen zustimmt.

(i) Wie nach Luxemburger Recht vorgeschrieben, muss jede Aktionärsversammlung durch den Manager mindestens 8 Tage im Voraus angekündigt werden.

(j) Der Manager ist befugt, alle anderen Voraussetzungen zu bestimmen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Aktionärsversammlung teilzunehmen.

(k) Abgegebene Stimmen, wie in dieser Satzung verwendet, beinhalten keine Stimmen betreffend Aktien, für die ein Aktionär nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten oder eine inhaltslose oder ungültige Stimme abgegeben hat.

### **Art. 13. Befugnisse des Managers.**

(a) Dem Manager kommt die weitestreichende Befugnis zu, alle Handlungen im Zusammenhang mit der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft vorzunehmen und Transaktionen zu prüfen, durchzuführen und zu vollenden. Alle Befugnisse, die nicht durch Gesetz oder Satzung der Jahreshauptversammlung vorbehalten sind, stehen dem Manager zu.

(b) Der Manager bestimmt die Anlagepolitik und die Fremdkapitalpolitik der Gesellschaft, im Rahmen der durch (i) das luxemburgische Recht, (ii) die Aufsichtsbehörden und (iii) diese Satzung gesetzten Grenzen.

(c) Der Manager darf im Namen der Gesellschaft Kredite aufnehmen. Der Manager darf nur zu vorübergehender Liquiditätsbeschaffung (d.h. bis zu sechs Monate), und zu marktüblichen Konditionen Kredite aufnehmen. Die maximale Kreditaufnahme im Namen der Gesellschaft darf 10% des Nettoinventarwerts der Gesellschaft nicht übersteigen.

(d) Der Manager kann Investmentberater und Investmentmanager bestimmen sowie auch Beauftragte für jegliche Management- und Administrationsaufgaben bestellen. Der Manager ist befugt, mit solchen Personen oder Unternehmen Verträge abzuschließen betreffend die Erbringung von Dienstleistungen, die Übertragung von Befugnissen und die Festsetzung der durch die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu tragenden Vergütung.

**Art. 14. Ordnungsgemäße Bevollmächtigung.** Die Gesellschaft wird durch die Doppelunterschrift von ordnungsgemäß bevollmächtigten Direktoren oder leitenden Angestellten des Managers rechtlich verpflichtet, oder durch Unterschrift von jeglichen anderen Personen auf die der Manager die Bevollmächtigung übertragen hat.

### **Art. 15. Rechtfertigung & Entschädigung.**

(a) Keine "Entschädigungsberechtigte Person" (gemäß untenstehender Definition) ist der Gesellschaft oder den Gesellschaftsinvestoren gegenüber verantwortlich für von ihr vorgenommene oder erlittene Handlungen oder Unterlassungen im begründeten Glauben, dass eine solche Handlung oder Unterlassung im besten Interesse der Gesellschaft ist oder dem nicht zuwiderläuft und im Rahmen der dieser Entschädigungsberechtigten Person erteilten Bevollmächtigung liegt, vorausgesetzt dass solche Handlungen oder Unterlassungen keine grobfahrlässige oder materielle Verletzung der Pflichten der Entschädigungsberechtigten Person gegenüber der Gesellschaft darstellen.

(b) Soweit rechtlich zulässig werden der Manager oder seine mit ihm verbundenen Gesellschaften und alle deren jeweiligen Angestellten, Handlungsbevollmächtigten, Direktoren, Beauftragte, Kontrollpersonen oder Vertreter (jeder eine "Entschädigungsberechtigte Person") von der Gesellschaft entschädigt oder schadlos gehalten im Zusammenhang mit allen Ansprüchen, Verbindlichkeiten, Schäden, Verlusten, Kosten und Auslagen jeder Art (einschließlich der Beträge, die bezahlt werden zur Begleichung von Gerichtsurteilen, oder in Kompromissen und Vergleichen, als Geldbußen und -strafen sowie rechtliche oder andere Kosten und Auslagen für die Ermittlung oder die Abwehr gegen jegliche Klagen oder angebliche Forderungen) egal welcher Natur, bekannt oder unbekannt, beziffert oder unbeziffert (zusammen "Verluste"), die bei einer Entschädigungsberechtigten Person angefallen sind und aus den Angelegenheiten oder Aktivitäten der Gesellschaft entstanden oder damit in Beziehung stehen, einschließlich der Tätigkeit als Direktor einer Zielgesellschaft, oder der Ausübung von Pflichten hierunter oder sonstwie im Zusammenhang mit einer aktuellen oder vergangenen Tätigkeit als Direktor oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft; vorausgesetzt dass eine Entschädigungsberechtigte Person nicht zu einer Entschädigung hierunter berechtigt ist, sofern ein zuständiges Gericht oder eine zuständige staatliche Behörde feststellt, dass sich solche Verluste direkt aus dem grobfahrlässigen oder vorsätzlichen Fehlverhalten oder einer Verletzung einer materiellen Bestimmung der Satzung durch die Entschädigungsberechtigte Person ergeben, jedoch lebt das Recht auf Entschädigung im Falle der Aufhebung einer solchen gerichtlichen oder behördlichen Feststellung (Verluste im hier verstandenen Sinne sollen auch alle bei der Entschädigungsberechtigten Person im Zusammenhang mit dem Erlangen der Aufhebung einer solchen Feststellung angefallenen Kosten und Auslagen einschließen) wieder auf.

(c) Das Recht der Entschädigungsberechtigten Person auf eine Entschädigung nach dieser Bestimmung ist kumulativ im Verhältnis zu und zusätzlich zu jeglichen Rechten, die ihr sonstwie vertraglich oder von Rechts wegen zustehen und erstreckt sich auf die Erben, Rechtsnachfolger und Rechtsvertreter der Entschädigungsberechtigten Person.

(d) Eine Entschädigungsberechtigte Person ist gehalten, zuerst zu versuchen, eine Entschädigungsleistung aus irgend-einer anderen Haftungsvereinbarung oder VersicherungsPolice, nach der die Entschädigungsberechtigte Person entschä-

digt beziehungsweise versichert ist, zu erlangen. Dies gilt jedoch nur soweit die entschädigungspflichtige Person in Bezug auf die Haftungsvereinbarung oder die Versicherungsgesellschaft in Bezug auf die Versicherungspolice eine solche Entschädigung oder Versicherungsleistung rechtzeitig leistet (oder ihre entsprechende Verpflichtung anerkennt). Im Falle dass eine Entschädigungsberechtigte Person gemäß diesem Artikel 15 entschädigt worden ist und daraufhin in Bezug auf denselben Gegenstand von einer solchen entschädigungspflichtigen Person beziehungsweise Versicherungsgesellschaft eine Entschädigungsleistung bezieht, ist sie verpflichtet, den so bezogenen Betrag zwecks Verrechnung der Gesellschaft zu überweisen nach Abzug aller bei der Beschaffung der Rückerstattung angefallenen Kosten und Auslagen sowie aller darauf erhobenen Steuern. Bevor die Entschädigungsberechtigte Person in einen Kompromiss oder einen Vergleich einwilligt, der für die Gesellschaft eine Entschädigungspflicht gegenüber der Entschädigungsberechtigten Person zur Folge hat, muss sie beim Manager jeweils eine schriftliche Genehmigung einholen.

#### **Art. 16. Einlage- und Rückeinlagepflichten.**

(a) Um Entschädigungs- oder anderen Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können, kann die Gesellschaft Gesellschaftsinvestoren verpflichten, (i) Kapitaleinlagen zu leisten, und/oder (ii) Rückeinlagen in Höhe der bisher an diese entrichteten Ausschüttungen zu leisten.

(b) Die obengenannten Einlage- und Rückeinlagepflichten bleiben bis zur Liquidation der Gesellschaft bestehen. Die Gesellschaft kann Vorkehrungen treffen, um nach der Liquidation der Gesellschaft Entschädigungs- oder anderen Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können.

#### **Art. 17. Rücknahme von Aktien und Vertragsbrüchige Gesellschaftsinvestoren.**

(b) Es erfolgt grundsätzlich keine Rücknahme von Aktien.

(c) Falls zu irgendeiner Zeit:

(i) eine von einem Gesellschaftsinvestor gegenüber der Gesellschaft abgegebene Zusicherung in Bezug auf den Erwerb von Stammaktien durch diesen vom Manager in irgendeiner Weise als unwahr oder unrichtig befunden wird; oder

(ii) ein Gesellschaftsinvestor seine Pflichten gegenüber der Gesellschaft nicht erfüllt und er insbesondere zugesagt hat, weitere Stammaktien zu zeichnen und dieser Zusage, innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens weitere Kapitaleinlagen zu leisten, nicht nachkommt,

ist der Manager befugt, sofern die oben aufgeführten Verstöße nicht innerhalb einer vom Manager zu bestimmenden angemessenen Frist geheilt wurden, (A) die mit einem Teil oder allen vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor bislang gezeichneten und einbezahlten Stammaktien verknüpften Vermögensrechte zeitweilig aufzuschieben oder zu beenden, oder (B) den Verkauf und die Übertragung der vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor gehaltenen Beteiligung auf einen neuen Investor zu veranlassen, zu einem Betrag, der dem in Artikel 10 beschriebenen Kaufpreis entspricht oder (C) die Zahlungszusage des vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestors zu reduzieren oder (D) die vorgenannten Möglichkeiten zu kombinieren oder solch andere Maßnahmen zu ergreifen, die er für angemessen hält.

(d) Jeder Gesellschaftsinvestor erkennt ausdrücklich die strengen Folgen eines Vertragsbruchs an, die das den Fonds errichtende "Limited Partnership Agreement" vorsieht, dass er im Vertrauen auf sein Einverständnis mit dieser Satzung als Gesellschaftsinvestor angenommen wurde und dass für den Fall, dass ein Gesellschaftsinvestor seinen Pflichten aus Artikel 17(b)(ii) nicht nachkommt, der Manager keine andere Wahl haben könnte als die Vermögensrechte in Bezug auf seine Stammaktien zu beenden, insbesondere wenn aufgrund des Verstoßes des Gesellschaftsinvestors der "General Partner" des Fonds die betroffene anteilige Beteiligung am Fonds gemäß den einschlägigen Bestimmungen des "Limited Partnership Agreements" des Fonds beendet.

#### **Art. 18. Nettoinventarwert der Aktien.**

(a) Der Nettoinventarwert jeder Aktienklasse der Gesellschaft (der "Nettoinventarwert") wird vom Manager an jedem Bewertungstag (gemäß definiertem Begriff) in Übereinstimmung mit diesem Artikel 18 bestimmt.

(b) Der Nettoinventarwert wird als Betrag pro Aktie angegeben und folgendermaßen ermittelt, indem:

(i) zuerst der Wert der Aktiva abzüglich Passiva der Gesellschaft bestimmt wird (unter Berücksichtigung von Anpassungen, die die Gesellschaft als notwendig oder sinnvoll erachtet);

(ii) zweitens der Anteil an Aktiva und Passiva den verschiedenen Aktienklassen im Verhältnis zu den von den Aktienklassen insgesamt geleisteten Kapitaleinlagen zugeordnet wird. Nötigenfalls sind hierzu Anpassungen vorzunehmen, um zusätzliche Vergütungen und Ausschüttungen, die im Zusammenhang mit einer bestimmten Aktienklasse stehen, zu berücksichtigen; und

(iii) schließlich die gesamten einer bestimmten Aktienklasse zugeordneten Aktiva und Passiva durch die Anzahl aller Aktien der betreffenden Aktienklasse am jeweiligen Bewertungstag geteilt werden.

(c) Die Bewertung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft wird in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen und unter Einhaltung von Artikel 5 (3) des Gesetzes von 2004 vorgenommen:

(i) flüssige Vermögenswerte werden zu deren Nominalwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet;

(ii) Investments in Zielfonds werden gemäß aktuellem Bewertungsbericht des General Partners des Zielfonds bewertet unter Berücksichtigung der zwischenzeitlich erfolgten Nettokapitalveränderungen; und

(iii) andere Investments und andere Vermögen und Vermögenswerte der Gesellschaft werden gemäß den Bewertungsgrundsätzen der "European Venture Capital Association" bewertet.

(d) Falls der Manager der Ansicht ist, dass eine andere Bewertungsmethode den Wert der Vermögenswerte angemessener wiedergibt, können auch andere geeignete Bewertungsmethoden angewendet werden, falls die Umstände und Marktverhältnisse dies erfordern. Solche geeigneten Bewertungsmethoden müssen dann kohärent angewendet werden. Bewertungsmethoden werden auf konstanter Basis angewendet.

(e) Die verschiedenen Aktienklassen können unterschiedliche Höhen von Vergütungen und Kosten aufweisen und zu verschiedenen Ausschüttungen berechtigt sein. Solche Faktoren werden bei der Ermittlung des Nettoinventarwertes der jeweiligen Aktienklasse berücksichtigt.

(f) Der Nettoinventarwert der jeweiligen Aktienklasse wird den Aktionären nach dem betreffenden Bewertungstag innerhalb einer in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft angegebenen Zeitspanne am Sitz der Gesellschaft zugänglich gemacht.

(g) Die Ermittlung des Nettoinventarwertes kann jederzeit vorübergehend aufgehoben werden, sofern nach angemessener Ansicht des Managers eine faire Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft aus Gründen, die außerhalb des Einflussbereiches der Gesellschaft liegen, nicht durchführbar ist.

#### **Art. 19. Rechnungslegungsjahr und Rechnungsprüfer.**

(a) Das Rechnungslegungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres, mit Ausnahme des Rechnungslegungsjahrs das am Zeitpunkt der Gesellschaftsgründung beginnt und am 31. Dezember 2008 endet.

(b) Die Jahreshauptversammlung bestimmt einen unabhängigen Rechnungsprüfer.

#### **Art. 20. Ausschüttungen.**

(a) Auf Vorschlag des Managers legt die Jahreshauptversammlung innerhalb der gesetzlichen Vorgaben und in Bezug auf jede Aktienklasse fest, wie das einer jeweiligen Aktienklasse zugeordnete Ergebnis gemäß den Bestimmungen der Satzung ausgeschüttet wird.

(b) Interim dividenden können für Aktien jeder Aktienklasse auf Entscheid des Managers ausgezahlt werden.

(c) Der Manager beachtet die folgenden Ausschüttungsgrundsätze:

(i) Verteilbare Erträge, die aus Anlagen stammen, werden umgehend vom Manager ausgeschüttet. Der Manager kann jedoch angemessene Beträge zurückhalten, die benötigt werden, um Ausgaben und andere Verpflichtungen der Gesellschaft zu begleichen beziehungsweise um Rücklagen für deren Zahlung zu bilden, einschließlich der Bezahlung von Managerbezügen oder für Reinvestitionen; und

Es besteht die Möglichkeit, dass die Gesellschaft von den Anlagen der Gesellschaft Erträge in Form von marktgängigen Wertpapieren erhält. Der Manager wird bemüht sein, solche Wertpapiere zu verkaufen und den Nettoerlös auszuschütten. Der Manager wird bemüht sein, die marktgängigen Wertpapiere umgehend zu verkaufen, die Gesellschaftsinvestoren tragen alle damit verbundenen Marktrisiken und Kosten, die während des Veräußerungsvorganges entstehen.

(d) Aus dem Fonds resultierende Erträge werden an die Aktionäre in jedem Fall im Verhältnis ihrer Kapitaleinlage ausgeschüttet.

#### **Art. 21. Liquidation.**

(a) Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird eine Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die entweder natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Die Liquidatoren sowie deren Befugnisse und Entschädigung werden anlässlich der Aktionärsversammlung, an der die Auflösung der Gesellschaft beschlossen wird, eingesetzt.

(b) Die Nettoerlöse aus der Liquidation werden durch die Liquidatoren an die Inhaber von Stammaktien und Manager-Aktien gemäß den in Artikel 20 aufgeführten Regeln ausgeschüttet.

(c) Die Nettoerlöse können in Form von Sachleistungen ausgeschüttet werden.

**Art. 22. Änderung der Satzung.** Die Satzung kann von Zeit zu Zeit durch gemäß den Bestimmungen des Artikels 103 (und den entsprechenden nachfolgenden Artikeln) sowie Artikel 67-1 des Gesetzes von 1915 zu fassenden Aktionärsbeschluss geändert werden. Des Weiteren wird jede vorgeschlagene Änderung dieser Satzung erst gültig und wirksam, wenn sie gesondert von der einfachen Mehrheit der ausgegebenen Stammaktien genehmigt wird.

**Art. 23. Anwendbares Recht.** Sachverhalte, die durch die Satzung nicht geregelt sind, sind in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1915 sowie das Gesetz von 2004 festzulegen.

**Art. 24. Definitionen.** Die folgenden Definitionen bilden einen integralen Bestandteil der Satzung.

Aktien	Die Stammaktien und die Manager-Aktien.
Aktionäre	Die Inhaber von Stammaktien und Manager-Aktien.
Beteiligung	Die Beteiligung eines Gesellschaftsinvestors an der Gesellschaft, die seine Rechte und Pflichten in Verbindung mit den von ihm gehaltenen Stammaktien und seiner damit in Zusammenhang stehenden Nicht-Abferufene-Zahlungszusage beinhaltet.
Bewertungstag	Der letzte Tag jedes Monats.



Gesellschaftsinvestor(en)	Personen, die aufgrund des Zeichnungsvertrags Stammaktien erworben beziehungsweise sich zum Erwerb von Stammaktien verpflichtet haben.
Eintrittsgebühr	Eine Gebühr, die bei einem Investor erhoben werden kann, der von der Gesellschaft nach der erstmaligen Ausgabe von Aktien zugelassen wird.
Manager-Aktie	Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben und vom Manager gezeichnet worden ist.
Nicht-Abgerufene-	Die gesamte Anzahl der Aktien, deren Erwerb ein Gesellschaftsinvestor im Rahmen des Zeichnungsvertrages zugesagt hat, abzüglich der Anzahl der Aktien, die dieser Gesellschaftsinvestor bereits gezeichnet und vollständig eingezahlt hat.
Zahlungszusage Stammaktien	Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben und von einem Gesellschaftsinvestor gezeichnet worden ist.
U.S. Person	Die Bedeutung des Begriffes "U.S. person" ist die, welche in "Regulation S", gemäß revidierter Fassung, des "United States Securities Act of 1933", gemäß revidierter Fassung (der "1933 Act") definiert ist, oder in einer anderen Gesetzgebung welche in den Vereinigten Staaten von Amerika anwendbar wird und welche in der Zukunft "Regulation S" oder den "1933 Act" ersetzen wird, definiert ist.
Zeichnungsvertrag	Der Vertrag, den die Gesellschaft mit jedem einzelnen Gesellschaftsinvestor in Verbindung mit der Zusage der Zeichnung einer bestimmten Anzahl an Stammaktien geschlossen hat.
Zulässiger Investor	Gemäß Artikel 2 des Gesetzes von 2004 entweder a) ein professioneller oder institutioneller Investor, b) andere Investoren, die eine schriftliche Bestätigung beibringen, wonach sie gut informiert und sich der Risiken und Renditen einer solchen Anlage gemäß dem Gesetz von 2004 vollständig bewusst sind und entweder mindestens Euro 125.000 in die Gesellschaft investieren oder sich verpflichtet haben zu investieren oder eine Bestätigung von einer professionellen Person aus dem Finanzsektor, worin dem Investor genügend Sachverstand, Erfahrung und Wissen bescheinigt wird, um eine Anlage in Risikokapital abschätzen zu können oder c) bei der Geschäftsleitung der Gesellschaft mitwirken. Investoren, die jeweils als "U.S. person" gelten, müssen "accredited investors" gemäß Rule 501(a) der Regulation D im Securities Act und "qualified purchasers" gemäß U.S. Investment Company Act sein.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Versammlung beschließt mit 226,236,540 Stimmen von Manager-Aktien sowie 12,053,280 Stimmen von Stammaktien dafür und NO Stimmen von Stammaktien dagegen, den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung vom 23. Februar 2009 nach 55, avenue de la Gare; L-1611 Luxemburg zu verlegen.

Da keine weiteren Angelegenheiten auf der Tagesordnung stehen, wurde die Versammlung daraufhin geschlossen.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der Parteien in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde. Auf Antrag der erschienenen Personen und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, soll die englische Fassung maßgebend sein.

Dem Vorgenannten entsprechend wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg am oben erwähnten Tag erstellt.

Nachdem die Urkunde der Generalversammlung verlesen wurde, unterzeichneten die Mitglieder des Büros, die dem Notar alle dem Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz nach bekannt sind, gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Signé: WILLEMS, STOFFEL, D'HUART.

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 02 mars 2009. Relation: EAC/2009/2324. Reçu: soixante-quinze euros EUR 75,-.

*Le Receveur (signé): SANTIONI.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Pétange, le 03 mars 2009.

Georges d'HUART.

Référence de publication: 2009032681/207/931.

(090039928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2009.

**BW-Trading International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6723 Grevenmacher, 3, rue du Stade.

R.C.S. Luxembourg B 72.961.

---

**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Je vous sollicite à des fins de publication au Mémorial et au Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg, et vous informe que, par jugements rendus en date du 5 mars 2009, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de:

- la société à responsabilité limitée, BW-TRADING INTERNATIONAL S.à r.l., avec siège social à L-6723 Grevenmacher, 3, rue du Stade, de fait inconnue à cette adresse.

Les mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul MEYERS, juge et liquidateur Maître Benoit Etienne DIOUF, avocat demeurant au Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 27 mars 2009 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Luxembourg, le 9 mars 2009.

Pour extrait conforme

Maître Benoit Etienne DIOUF

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2009031096/10013/24.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02754. - Reçu 89,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(090038405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2009.

---

**Avas S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade.

R.C.S. Luxembourg B 71.187.

---

**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Je vous sollicite à des fins de publication au Mémorial et au Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg, et vous informe que, par jugements rendus en date du 5 mars 2009, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de:

- la société anonyme AVAS S.A., avec siège social à L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade, de fait inconnue à cette adresse.

Les mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul MEYERS, juge et liquidateur Maître Benoit Etienne DIOUF, avocat demeurant au Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 27 mars 2009 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Luxembourg, le 9 mars 2009.

Pour extrait conforme

Maître Benoit Etienne DIOUF

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2009031097/10013/24.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2009, réf. LSO-DC02443. - Reçu 89,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(090038412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2009.

---

**IBERCAR GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6723 Grevenmacher, 3, rue du Stade.

R.C.S. Luxembourg B 56.914.

---

**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Je vous sollicite à des fins de publication au Mémorial et au Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg, et vous informe que, par jugements rendus en date du 05 mars 2009, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg,

siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la:

- société à responsabilité limitée, IBERCAR GmbH, avec siège social à L-6723 Grevenmacher, 3, rue du Stade, de fait inconnue à cette adresse.

Les mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul MEYERS, juge et liquidateur Maître Benoit Etienne DIOUF, avocat, demeurant au Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 27 mars 2009 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Luxembourg, le 9 mars 2009.  
Pour extrait conforme  
Maître Benoit Etienne DIOUF  
*Le liquidateur*

Référence de publication: 2009031098/10013/24.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02752. - Reçu 89,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(090038414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2009.

---

**Aika S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7341 Heisdorf, 27, rue Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 106.309.

—  
**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Je vous sollicite à des fins de publication au Mémorial et au Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg, et vous informe que, par jugements rendus en date du 05 mars 2009, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la:

- société à responsabilité limitée, AIKA S.à.r.l., avec siège social à L-7341 Heisdorf, 27, rue Prince Henri, de fait inconnue à cette adresse.

Les mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul MEYERS, juge et liquidateur Maître Benoit Etienne DIOUF, avocat demeurant au Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 27 mars 2009 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Luxembourg, le 9 mars 2009.  
Pour extrait conforme  
Maître Benoit Etienne DIOUF  
*Le liquidateur*

Référence de publication: 2009031099/10013/24.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02753. - Reçu 89,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(090038416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2009.

---

**Alceda Fund Management S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 123.356.

—  
*Auszug aus dem Umlaufbeschluss des Verwaltungsrates vom 9. Januar 2007*

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft hat im Einklang mit Artikel 9 der Satzung beschlossen Herrn Michael Sanders, mit professioneller Adresse in 36, avenue du X Septembre, 2550 Luxembourg, ab dem 9. Januar 2007 mit der täglichen Geschäftsführung im Sinne von Art. 60 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften von 1915 zu betrauen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. März 2009.  
Alceda Fund Management S.A.  
Unterschriften

Référence de publication: 2009033344/8040/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2009, réf. LSO-DC03181. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2009.

---

**Ain Finanzholding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6723 Grevenmacher, 3, rue du Stade.

R.C.S. Luxembourg B 76.652.

—  
**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Je vous sollicite à des fins de publication au Mémorial et au Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg, et vous informe que, par jugements rendus en date du 05 mars 2009, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la:

- société anonyme AIN FINANZHOLDING S.A., avec siège social à L-6723 Grevenmacher, 3, rue du Stade, de fait inconnue à cette adresse.

Les mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul MEYERS, juge et liquidateur Maître Benoit Etienne DIOUF, avocat demeurant au Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 27 mars 2009 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Luxembourg, le 9 mars 2009.

Pour extrait conforme

Maître Benoit Etienne DIOUF

Le liquidateur

Référence de publication: 2009031100/10013/24.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2009, réf. LSO-DC02444. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090038420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2009.

---

**Alceda Fund Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 36, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 123.356.

—  
*Auszug aus dem Umlaufbeschluss des Verwaltungsrates vom 29. Januar 2009*

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft hat beschlossen den Sitz der Gesellschaft zum 2. Februar 2009 in die folgende Adresse zu verlegen: 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. März 2009.

Alceda Fund Management S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009033345/8040/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2009, réf. LSO-DC03184. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2009.

---

**Alceda Fund Management S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 123.356.

—  
*Auszug aus dem Umlaufbeschluss des Verwaltungsrates vom 10. Februar 2009*

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft hat im Einklang mit Artikel 9 der Satzung beschlossen Herrn Helmut Hohmann, mit professioneller Adresse in 36, avenue du X Septembre, 2550 Luxembourg, ab dem 10. Februar 2009 mit der täglichen Geschäftsführung im Sinne von Art. 60 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften von 1915 zu betrauen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. März 2009.  
Alceda Fund Management S.A.  
Unterschriften

Référence de publication: 2009033346/8040/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2009, réf. LSO-DC03186. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090040450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2009.

---

**Arca Estate, Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 58.147.

La société ARCA ESTATE S.A. a été constituée le 4 février 1997 par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, par acte publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 277 du 5 juin 1997, comme société anonyme pour une période illimitée.

Les statuts ont été modifiés le 5 avril 2004 par-devant Maître Alphonse Lentz, alors notaire de résidence à Remich, par acte publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 617 du 16 juin 2004.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARCA ESTATE S.A.

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2009027917/6770/19.

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2009, réf. LSO-DB06406. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090030173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

---

**Apollo Ventures S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 85.792.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 54092 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009027784/211/12.

(090030946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

---

**Cinveste Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.275.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 89.085.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion  
du Conseil de Gérance tenue en date du 13 février 2009*

- Le siège social de la Société est transféré du 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, avec effet immédiat;

- Le Conseil d'Administration prend acte de la modification de l'adresse professionnelle des Gérants suivants de la Société comme suit:

\* Monsieur Alain RENARD, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

\* Madame Isabelle SCHUL, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

\* Monsieur Maamar DOUAIDIA, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

Luxembourg, le 13 février 2009.

Pour copie conforme  
CINVESTÉ LUXEMBOURG S.à r.l.  
M. DOUAIDIA / A. RENARD  
Gérant / Gérant

Référence de publication: 2009028532/795/26.

Enregistré à Luxembourg, le 24 février 2009, réf. LSO-DB07425. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090031386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2009.

---

**DH Salisbury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 143.574.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 54111 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER  
Notaire

Référence de publication: 2009027785/211/12.

(090030947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

---

**Immobilière Waehnert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3396 Roeser, 10, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 90.674.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NOUVELLE FIDUCIAIRE REISERBANN sarl  
32A, rue Meckenheck  
L-3321 BERCHEM  
Signature

Référence de publication: 2009027789/8482/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 2009, réf. LSO-DA08080. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090030686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

---

**easycash S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.000.025,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 118.066.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale des Associés tenue en date du 17 février 2009 que:

- Madame Ute Bräuer, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été nommée gérant de classe A au lieu de gérant classe B, avec effet rétroactif au 6 février 2009 et pour une durée indéterminée;

- Monsieur Luca Gallinelli, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé gérant de classe B, avec effet rétroactif au 6 février 2009 et pour une durée indéterminée.

De plus, suite à une erreur matérielle, il est porté à la connaissance des tiers que le mandat d'Ernst & Young S.A., en tant que Réviseur d'Entreprises n'a pas été renouvelé lors de l'Assemblée Générale des Associés tenue en date du 31 octobre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EASYCASH S.À R.L.  
S G G S.A.  
412F, route d'Esch  
L-2086 LUXEMBOURG  
Signatures  
Mandataire

Référence de publication: 2009028440/795/27.

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 2009, réf. LSO-DB06121. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090031124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2009.

---

**Baumert,s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1243 Luxembourg, 5, rue Felix de Blochausen.

R.C.S. Luxembourg B 62.583.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NOUVELLE FIDUCIAIRE REISERBANN sarl  
32A, rue Meckenheck  
L-3321 BERCHEM  
Signature

Référence de publication: 2009027791/8482/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 2009, réf. LSO-DA08076. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090030687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

---

**Brasserie-Pizzeria MATARRESE s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7619 Larochette, 34, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 40.278.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NOUVELLE FIDUCIAIRE REISERBANN sarl  
32A, rue Meckenheck  
L-3321 BERCHEM  
Signature

Référence de publication: 2009027794/8482/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 2009, réf. LSO-DA08069. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090030690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

---

**Radman Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 101.298.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.02.2009.

Signature.

Référence de publication: 2009027906/1369/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2009, réf. LSO-DB05475. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090030254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

---

**Adastra S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 116.194.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.02.2009.

Signature.

Référence de publication: 2009027907/1369/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2009, réf. LSO-DB05471. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090030256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

---

**M.E. Maintenance & Parts S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3378 Livange, Z.I. rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 84.897.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NOUVELLE FIDUCIAIRE REISERBANN SARL

32A, rue Meckenheck

L-3321 BERCHEM

Signature

Référence de publication: 2009027897/8482/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 2009, réf. LSO-DA08047. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090030675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

---

**Sodipro, Société Anonyme.**

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 106.042.

Le Bilan (version abrégée des comptes annuels) au 31/12/2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009027918/7430/13.

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2009, réf. LSO-DB06427. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090030176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2009.

---

**Trend S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1713 Luxembourg, 202B, rue de Hamm.

R.C.S. Luxembourg B 87.074.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009027905/4906/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2009, réf. LSO-DB06628. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090029911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2009.

---